

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

OFFICIAL GAZETTE

OF THE

REPUBLIC OF CAMEROON

PARAISSANT LE 1er ET LE 15 DE CHAQUE MOIS A YAOUNDE
PUBLISHED AT YAOUNDE ON THE 1st AND 15th OF EACH MONTH

ABONNEMENTS

Tarifs applicables à compter du 1er janvier 1996

CAMEROUN

(Voie recommandée exclusivement)

1 an.....	15.000 FCFA
Le numéro ordinaire.....	500 FCFA
Le numéro du Supplément Do- maines.....	5.000 FCFA

ETRANGER

(Voie aérienne recommandée)

Afrique Centrale.....	50.000 FCFA
Autres pays d'Afrique.....	125.000 FCFA
France.....	125.000 FCFA
Autres pays d'Europe.....	125.000 FCFA
Amerique, Canada, etc.....	160.000 FCFA

SUBSCRIPTIONS

Subscription rates applicable as from 1 Jan. 1996

CAMEROON

(By registered post exclusively)

1 Year.....	15,000 CFAF
Per Ordinary Issue.....	500 CFAF
Per Lands Supplement.....	5,000 CFAF

ABROAD

(By registered air mail)

Central Africa.....	50,000 CFAF
Other African Countries.....	125,000 CFAF
France.....	125,000 CFAF
Other European Countries.....	125,000 CFAF
America, Canada etc.....	160,000 CFAF

AVIS IMPORTANT

Les abonnements et insertions sont payables d'avance par mandat postal ou chèque au nom de M. le Secrétaire Général de la Présidence de la République à Yaoundé.

Les abonnements ne sont pas reconduits automatiquement. Ils ne sont renouvelés que sur la demande des intéressés.

Les bandes du J.O.R.C. portent la date de la fin d'abonnement.

Pour les changements d'adresse, joindre la dernière bande et un mandat de 200 francs au nom de M. Le Secrétaire Général de la Présidence de la République Yaoundé

IMPORTANT NOTICE

Subscriptions and insertions are payable in advance by postal order or cheque made out to the Secretary General of the Presidency of the Republic, Yaounde

Subscriptions are not renewed automatically but only upon application by subscribers.

The wrappers of the Official Gazette of the Republic of Cameroon indicate the date of expiry of the subscription.

In case of a change of address, send the last wrapper and a postal order for 200 francs to the Secretary General of the Presidency of the Republic, Yaounde.

TARIF DES ANNONCES

Annonces et avis, la ligne (56 lettres, signes et espaces)..... 500 FCFA

Avis de changement de nom..... 15.000 FCFA

Publication relative à la propriété foncière, forestière et minière, la ligne..... 500 FCFA

CHARGES FOR ADVERTISEMENT

Notices and announcements (56 letters, signs and spaces)..... 500 CFAF

Change of Name..... 15,000 CFAF

Notice concerning landed estate, forestry or mining property, per line..... 500 CFAF

SOMMAIRE

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

	PAGES
Décret mettant fin aux fonctions d'un huissier.....	3
Décret autorisant un officier de la marine nationale à servir au-delà de la limite de son grade.....	3
Décret autorisant certains personnels officiers de la marine nationale à servir au-delà de la limite d'âge de leurs grades.....	3
Décret portant avancement au grade supérieur à titre exceptionnel de certains personnels non officiers de la Gendarmerie nationale et des Armées au titre de l'année budgétaire 1996-1997.....	4

CONTENTS

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

	PAGES
Decree to terminate the appointment of a bailiff-sherif.....	3
Authorization to serve beyond the age limit.....	3
Authorization to serve beyond the age limit.....	3
Exceptional promotion.....	4

Décret modifiant certaines dispositions du décret n° 95-96 du 29 mars 1995 portant réorganisation de la mission de réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic.....	6
Décret portant organisation et fonctionnement de la commission technique de réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic.....	7
Décret portant organisation et fonctionnement de la commission technique de la privatisation et de liquidation des entreprises du secteur public et parapublic.....	12
Décret portant radiation du tableau d'avancement de grade d'un officier de l'armée de terre.....	16
Décret autorisant le transfert au siège du tribunal international pour le Rwanda de certains Rwandais.....	17
Arrêté accordant un capital-décès quintuplé aux ayants-droit de M. Eyong Peter Eladsua.....	18
Arrêté apportant reclassement, promotion exceptionnelle à titre posthume.....	19
Arrêté accordant prolongation d'activité à M. Eyambe Mbangue Rigobert.....	19
Arrêté portant nomination des personnels officiers à la Garde présidentielle.....	20
Arrêté portant concession d'un capital-décès quintuplé.....	21
Arrêté portant nomination d'un chef de secrétariat particulier.....	22

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE

Arrêté conjoint modifiant l'arrêté n° 36-MINAT-MINEFI du 13 mars 1996 portant modalités d'assiette, de recouvrement et de reversement d'impôts et taxes destinés aux communes au FEICOM.....	22
Décision autorisant l'existence légale du parti politique dénommé "Union des populations africaines".....	27

MINISTERE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Arrêté portant nomination de responsables.....	27
Arrêté fixant les prix officiels des pétroles bruts kole et lokelé pour le troisième trimestre 1996.....	38
Arrêté portant agrément de la marque d'identification et de poinçonnage de la société Maison de la pompe et du flexible B.P. 1510 Douala-Akwa.....	39
Arrêté portant nomination de responsables.....	40

MINISTERE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Arrêtés portant nomination des responsables.....	49
Arrêtés portant nomination des responsables.....	52
Décisions portant nomination des responsables.....	56
Décisions portant nomination des responsables.....	58

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

Arrêté fixant la répartition des sièges à la Commission nationale consultative du travail attribués aux représentants des Employeurs et des Travailleurs entre les organisations professionnelles les plus représentatives.....	58
---	----

Decree to modify some provisions of Decree No.95-56 of 29 March 1995 to reorganize the Commission for the rehabilitation of undertakings of the public and semi-public sector.....	6
Decree to lay down the organization and functioning of the Technical Committee for the Rehabilitation of public and semi-public corporations.....	7
Decree to lay down the organization and functioning of the Technical Committee for the privatization and liquidation of enterprises of the public and semi-public sector.....	12
Removal of an officer from the promotion list.....	16
Decrees to authorize the transfer of certain Rwandans to the headquarters of the International Criminal Tribunal for Rwanda.....	17
Grant of quintupled death benefits.....	18
Posthumous reclassification and special promotion.....	19
Extension of service period.....	19
Appointment of officers.....	20
Grant of quintupled death benefits.....	21
Appointment of a head of Private Secretariat.....	22

MINISTRY OF TERRITORIAL ADMINISTRATION

Joint order amending Order No. 36 of 13 March 1996 on the terms and conditions of assessment base, collection and paying back of taxes and duties to councils and FEICOM.....	22
Decision to legalize the political party known as "Union des populations Africaines".....	27

MINISTRY OF THE ECONOMY AND FINANCE

Appointment of officials.....	27
Order to fix the official prices of Kole and Lokele crude oils for the third quarter of 1996.....	38
Approval of the identification and stamping mark of "Société Maison de la pompe et du flexible", P.O. Box 1510, Douala-Akwa.....	39
Appointment of officials.....	40

MINISTRY OF NATIONAL EDUCATION

Appointment of officials.....	49
Appointment of officials.....	52
Appointments.....	56
Appointments.....	58

MINISTRY OF LABOUR AND SOCIAL INSURANCE

Order to fix the distribution of seats in the National Labour Advisory Board attributed to representatives of employers and workers from the most representative trade unions and employers' associations.....	58
--	----

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Décret mettant fin aux fonctions d'un huissier de justice

Par décret n° 96-293 en date du 27 décembre 1996 :

Article premier.- Il est mis fin, à compter du 26 décembre 1995, aux fonctions de maître Bebi Silenye, huissier de justice à la première charge du tribunal de première instance de Mbalmayo, atteint par la limite d'âge.

Art. 2.- Le ministre de la Justice, garde des sceaux, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 27 décembre 1996.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret autorisant un personnel officier de la Marine nationale à servir au-delà de la limite d'âge de son grade

Par décret n° 96-294 en date du 31 décembre 1996 :

Article premier.- Le lieutenant de vaisseau Akono Koulou Emmanuel, né le 10 mai 1948 est autorisé à servir au-delà de la limite d'âge de son grade, au titre d'une première période de deux (2) ans valable du 10 mai 1998 au 9 mai 2000.

Art. 2.- Le ministre délégué à la Présidence chargé de la Défense et le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 31 décembre 1996.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret autorisant certains personnels officiers de l'Armée de terre et de la Marine nationale à servir au-delà de la limite d'âge de leurs grades

Par décret n° 96-295 en date du 31 décembre 1996 :

Article premier.- Les personnels officiers de l'Armée de terre et de la Marine nationale dont les noms suivent sont autorisés à servir au-delà de la limite d'âge de leurs grades respectifs, au titre des périodes de deux (2) ans et pour compter des dates ci-dessous indiquées.

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

Decree No. 96-293 of 27 December 1996 to terminate the appointment of a Bailiff-Sheriff

By Decree No. 96-293 of 27 December 1996 :

1.- The appointment of Mr. Bebi Silenye, Bailiff-Sheriff at the first office of Mbalmayo Court of first instance, who has reached the prescribed age limit for retirement, is, with effect from 26 December 1995, terminated.

2.- The Minister of Justice, Keeper of the Seals, is responsible for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 27 December 1996.

Paul Biya,
President of the Republic.

Authorization to serve beyond the age limit

By Decree No. 96-294 of 31 December 1996 :

1. Lieutenant Akono Koulou Emmanuel, born on 10 May 1948 is authorized to serve for two years beyond the age-limit for his rank, under the first period from 10 May 1998 to 9 May 2000.

2. The Minister Delegate at the Presidency in charge of Defence and the Minister of State in charge of the Economy and Finance are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 31 December 1996.

Paul Biya,
President of the Republic.

Authorization to serve beyond the age limit

By Decree No. 96-295 of 31 December 1996 :

1. The undermentioned officers of the Army and Navy are authorized to serve for two years beyond the age-limit for their respective ranks with effect from the following dates:

*Première période***A- Armée de terre**

N° Noms et prénoms	Grade	Début période	Fin période	Obs
1- Bouele Mboule Jean	Colonel	28-2-1997	27-2-1999	RAS.
2- Okonou Jean-Bosco	Capitaine	8-9-1997	7-9-1999	"-
3- Nyoung à Zang	Lieutenant	1-4-1997	31-3-1999	"-

B- Marine nationale

1- Kamen Mirabeau	Capitaine de corvette	13-12-1997	12-12-1999	RAS.
2- Nkot Paul-Michel	Lieutenant de vaisseau	19-7-1997	18-7-1999	"-

*Deuxième période***Armée de terre**

1- Yabit Thimothée	Lieutenant	1-1-1998	31-12-1999	RAS
--------------------	------------	----------	------------	-----

*Troisième et dernière période***A- Armée de terre**

1- Danleu Gérard	Capitaine	26-9-1997	25-9-1999	RAS
------------------	-----------	-----------	-----------	-----

B- Marine nationale

1- Sunkam Tchumkam Auguste Vigny	Enseigne de vaisseau 1° cl.	29-8-1997	28-8-1999	RAS
----------------------------------	-----------------------------	-----------	-----------	-----

Art. 2.- Le ministre délégué à la Présidence chargé de la Défense et le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 31 décembre 1996.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret portant avancement au grade supérieur à titre exceptionnel, pour mérite spécial, de certains personnels non-officiers de la Gendarmerie nationale et des Armées au titre de l'année budgétaire 1996-1997

Par décret n° 96-296 en date du 31 décembre 1996 :

Article premier.- Les sous-officiers supérieurs de la Gendarmerie nationale et des Armées dont les noms suivent, sont pour compter du 1er juillet 1996, promus exceptionnellement pour mérite spécial au grade de sous-lieutenant ou d'enseigne de vaisseau de 2e classe:

A- Gendarmerie nationale :

Minla Evina Mathurin
Mpfoumi Simon
Nganti Jean-Marie
Grassou Guira
Kpwanda Ondoua Maurice
Ovono Ekoman
Ewodo Valentin
Nkomgog Paul

*First Period***A - Army**

No. Name in full	Rank	Beginning of the period	End of the period	Remark
1. Bouele Mboule Jean	Colonel	28/2/1997	27/2/99	No Comment
2. Okonou Jean Bosco	Captain	8/9/1997	7/9/99	" -
3. Nyoung à Zang	Lieutenant	1/4/1997	31/3/99	" -

B - Navy

1. Kamen Mirabeau	Lieutenant Commander	13/12/97	12/12/99	No Comment
2. Nkot Paul Michel	Lieutenant	19/7/97	18/7/99	" -

*Second Period***Army**

1. Yabit Thimothée	Lieutenant	1/1/98	31/12/99	No Comment
--------------------	------------	--------	----------	------------

*Third Period***A - Army**

1. Danleu Gerard	Captain	26/9/97	25/9/99	No Comment
------------------	---------	---------	---------	------------

B - Navy

1. Sunkam Tchumkam	Sub-Lieutenant	29/8/97	28/8/99	No comment
--------------------	----------------	---------	---------	------------

2. The Minister Delegate at the Presidency in charge of Defence and the Minister of State in charge of the Economy and Finance are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 31 December 1996

Paul Biya,
President of the Republic.

Exceptional Promotion

Decree No. 96-296 of 31 December 1996.

1. The undermentioned senior Non-Commissioned Officers of the National Gendarmerie and the Armed Forces are, with effect from 1 July 1996, exceptionally promoted on the basis of special merit to the rank of Second Lieutenant or Midshipman:

A. - National Gendarmerie

Minla Evina Mathurin
Mpfoumi Simon
Nganti Jean-Marie
Grassou Guira
Kpwanda Ondoua Maurice
Ovono Ekoman
Ewodo Valentin
Nkomgog Paul

Ngono Olinga Benjamin
 Zanga Elesso'o Samuel
 Nkondjio Emmanuel
 Ayang Biyo'o Jean-Claude
 Yelem Balam Rigobert
 Ekodo Ndzengue
 Menyengenyegue Pierre
 Moyomesse Emmanuel
 Issa Beyem Justin
 Mbassi Gilbert
 Binama Samkomba René
 Voundi Akono Emmanuel
 Enoh Akombi Gabriel
 Deidi Yajji
 Yelengoue Jean
 Mengjo Fai Bénédicte
 Ateba Zang Célestin
 Mbida Ewodo
 Atanga Essomba Atanga
 Atangana Rigobert
 Ninze Martin Luther
 Nkangha Sunny N. Salomon
 Toukoum Bruno
 Belinga Nkoulou
 Mekono Justin.

B- Armée de terre :

Mpentsio Minkoas
 Mouko Bolo
 By Joseph
 Atangana Kede
 Ebot Ndip Augustine
 Nzingue Joseph
 Etoga Joseph
 Legbane Pierre Célestin
 Manga Nyebe Didier
 Bopnda Jean
 Nkore a Ngon Issah
 Essama Minkoulou Robert
 Tsanga Ntsama
 Evouina Joseph
 Yakam Amang Roger
 Ngue Jean-Marie
 Meke Ebene Michel
 Kemtchou Pierre
 Foba Joseph.

C- Armée de l'air :

Tchouanga Pierre-Désiré
 Miamdjo
 Siewe Jacques
 Dika Elias
 Mba Richard
 Tankeu Mathieu
 Sadjo Golie
 Songue Emmanuel
 Tenda Etienne
 Mobitang Ayangma Patrice
 Kufe Ndikontar Emmanuel.

D- Marine nationale

Medjo Me Fouman
 Sakoutou Ntima

Ngono Olinga Benjamin
 Zanga Elesso'o Samuel
 Nkondjio Emmanuel
 Ayang Biyo'o Jean-Claude
 Yelem Balam Rigobert
 Ekodo Ndzengue
 Menyengenyegue Pierre
 Moyomesse Emmanuel
 Issa Beyem Justin
 Mbassi Gilbert
 Binama Samkomba René
 Voundi Akono Emmanuel
 Enoh Akombi Gabriel
 Deidi Yajji
 Yelengoue Jean
 Mengjo Fai Bénédicte
 Ateba Zang Célestin
 Mbida Ewodo
 Atanga Essomba Atanga
 Atangana Rigobert
 Ninze Martin Luther
 Nkangha Sunny N. Salomon
 Toukoum Bruno
 Belinga Nkoulou
 Mekono Justin.

B. - Army

Mpentsio Minkoas
 Mouko Bolo
 By Joseph
 Atangana Kede
 Ebot Ndip Augustine
 Nzingue Joseph
 Etoga Joseph
 Legbane Pierre Célestin
 Manga Nyebe Didier
 Bopnda Jean
 Nkore a Ngon Issah
 Essama Minkoulou Robert
 Tsanga Ntsama
 Evouina Joseph
 Yakam Amang Roger
 Ngue Jean-Marie
 Meke Ebene Michel
 Kemtchou Pierre
 Foba Joseph.

C - Air Force

Tchouanga Pierre-Désiré
 Miamdjo
 Siewe Jacques
 Dika Elias
 Mba Richard
 Tankeu Mathieu
 Sadjo Golie
 Songue Emmanuel
 Tenda Etienne
 Mobitang Ayangma Patrice
 Kufe Ndikontar Emmanuel.

D. - Navy

Medjo Me Fouman
 Sakoutou Ntima

Onana Louis-Marie
Botnem Nihek Pierre
Awah Ghang John
Edongue Etienne.

Art. 2.- Le ministre délégué à la Présidence chargé de la Défense et le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 31 décembre 1996.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret n° 97-1 du 3 janvier 1997 modifiant certaines dispositions du décret n° 95-56 du 29 mars 1995 portant réorganisation de la Mission de réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;
Vu l'ordonnance n° 90-4 du 22 juin 1990 relative à la privatisation des entreprises ;
Vu l'ordonnance n° 95-3 du 17 août 1995 portant statut général des entreprises du secteur public et parapublic ;
Vu le décret n° 86-656 du 3 juin 1986 portant création d'une Mission de réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic et ses divers modificatifs ;
Vu le décret n° 92-245 du 26 novembre 1992 portant organisation du Gouvernement, ensemble ses divers modificatifs ;
Vu le décret n° 95-56 du 29 mars 1995 portant réorganisation de la Mission de réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic,

Décrète :

Article premier.- L'article 7 du décret n° 95-56 du 29 mars 1995 portant réorganisation de la Mission de réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic est modifié ainsi qu'il suit :

Article 7 (nouveau) : (1) Pour l'exécution des tâches qui lui sont assignées, le Comité interministériel est assisté de :

- la Commission technique de privatisation et des liquidations ;
- la Commission technique de réhabilitation.

(2) Sous l'autorité du ministre chargé de l'Economie et des Finances, les Commissions techniques sont supervisées par le ministre délégué, chargé du Plan de stabilisation des Finances publiques et de la Relance Economique.

Onana Louis-Marie
Botnem Nihek Pierre
Awah Ghang John
Edongue Etienne.

2. The Minister Delegate at the Presidency in charge of Defence and the Minister of the Economy and Finance are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 31 December 1996

Paul Biya
President of the Republic.

Decree No. 97/1 of 3 January 1997 to modify some provisions of Decree No.95/056 of 29 March 1995 to reorganize the Commission for the rehabilitation of undertakings of the public and semi-public sector

The President of the Republic

Mindful of the Constitution,
Mindful of Ordinance No. 90-4 of 22 June 1990 relating to the privatization of corporations;
Mindful of Ordinance No. 95-3 of 17 August 1995 relating to the General rules and regulations governing enterprises of public and semi-public sector;
Mindful of Decree No. 86-656 of 3 June 1986 to set up a Commission for the rehabilitation of undertakings of the public and semi-public sector and subsequent amendments thereto;
Mindful of Decree No. 92-245 of 26 November 1992 to organize the Government and subsequent amendments thereto;
Mindful of Decree No. 95-56 of 29 March 1995 to reorganize the Commission for the rehabilitation of undertakings of the public and semi-public sector,

Hereby decrees as follows :

1. (1) Article 7 of Decree No. 95-56 of 29 March 1995 to reorganize the Commission for the rehabilitation of undertakings of the public and semi-public sector shall be amended as follows:

7. (new)

(1) In order to perform the duties assigned to it, the Interministerial Committee shall be assisted by:

- (a) the Technical Committee for Privatization and Liquidation;
- (b) the Technical Committee for Rehabilitation.

(2) Under the authority of the minister of the Economy and Finance, the Technical committees shall be supervised by the Minister Delegate in charge of the Stabilization Plan for Public Finances and Economic Recovery.

(3) Lorsque le Comité interministériel siège, son secrétariat est assuré, selon le cas, par la Commission compétente sur la matière inscrite à son ordre du jour. Le président de cette commission rapporte les affaires inscrites à l'ordre du jour. Le président de l'autre Commission participe cependant aux travaux.

(4) L'organisation et le fonctionnement de la Commission technique de privatisation et des liquidations et de la Commission technique de réhabilitation sont fixés par décret du Président de la République sur proposition du ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Art. 2.- Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et notamment celles du décret n° 96-23 du 7 février 1996, sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence, puis inséré au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 3 janvier 1997.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret n° 97-2 du 3 janvier 1997 portant organisation et fonctionnement de la Commission technique de réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;
Vu l'ordonnance n° 95-3 du 17 août 1995 portant statut général des entreprises du secteur public et parapublic ;
Vu le décret n° 86-656 du 3 juin 1986 portant création d'une Mission de réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic et ses divers modificatifs ;
Vu le décret n° 92-245 du 26 novembre 1992 portant organisation du Gouvernement, ensemble ses divers modificatifs ;
Vu le décret n° 95-56 du 29 mars 1995 portant réorganisation de la Mission de réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic ;
Vu le décret n° 97-1 du 3 janvier 1997 modifiant certaines dispositions du décret n° 95-56 du 29 mars 1995 réorganisant la Mission de réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic,

Décrète :

Chapitre I

Des dispositions générales

Article premier.- Le présent décret porte organisation et fonctionnement de la Commission technique de réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic, ci-après dénommée << La Commission >>.

(3) Whenever the Interministerial Committee meets, its secretariat duties shall be performed, as the case may be, by the Committee that is competent on the agenda item. The Chairman of the said Committee shall act as rapporteur of the items on the agenda. The Chairman of the other Committee shall, however, participate in the deliberations.

(4) The organization and functioning of the Technical Committee for Privatization and Liquidation and the Technical Committee for Rehabilitation shall be determined by presidential decree upon the proposal of the Minister in charge of the Economy and Finance.

2. This decree, which repeals all previous provisions repugnant hereto, in particular those of Decree No. 96/23 of 7 February 1996, shall be registered, published according to the procedure of urgency and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 3 January 1997.

Paul Biya,
President of the Republic.

Decree No.97-2 of 3 January 1997 to lay down the organization and functioning of the Technical Committee for the Rehabilitation of Public and Semi-public Corporations

The President of the Republic.

Mindful of the Constitution ;
Mindful of Ordinance No. 95-3 of 17 August 1995 to lay down the general rules and regulations governing public and semi-public corporations.
Mindful of Decree No. 86-656 of 3 June 1986 to set up the Commission for the Rehabilitation of Public and Semi-public Corporations and subsequent amendments thereto ;
Mindful of Decree No. 92-245 of 26 November 1992 to organize the Government and subsequent amendments thereto ;
Mindful of Decree No. 95-56 of 29 March 1995 to reorganize the Commission for the Rehabilitation of Public and Semi-public Corporations ;
Mindful of Decree No. 97-1 of 3 January 1997 to amend certain provisions of Decree No. 95-56 of 29 March 1995 to reorganize the Commission for the Rehabilitation of Public and Semi-public Corporations ;

Hereby decrees as follows :

Chapter I

General Provisions

1. This decree lays down the organization and functioning of the Technical Committee for the Rehabilitation of Public and Semi-public Corporations, hereinafter referred to as "the Committee".

Art. 2.- (1) La Commission est chargée de proposer au Comité interministériel de la Mission de réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic, ci-après dénommée la Mission, toute mesure permettant l'éradication et la prévention des causes des difficultés des entreprises du secteur public et parapublic, pour une performance accrue de celles-ci. Elle contribue à la définition de la politique de prise de participation de l'Etat et donne son avis sur toute nouvelle création d'entreprises publiques ou parapubliques.

(2) La Commission est compétente pour toutes les questions relatives à la restructuration des entreprises du secteur public ou parapublic ainsi qu'à la définition des rapports entre celles-ci et l'Etat, dans le respect des textes en vigueur.

(3) La Commission doit communiquer au Gouvernement des informations analysées et proposer des solutions se rapportant d'une part aux entreprises du secteur public et parapublic et, d'autre part, à l'environnement macro-économique dans lequel elles évoluent. A ce titre, elle est particulièrement chargée de :

- préparer la planification et la programmation globales des différentes opérations relatives à la réforme des entreprises publiques ;
- assurer le suivi et l'analyse notamment financière et comptable des performances des entreprises publiques ainsi que l'évolution de leur environnement macro-économique ;
- assurer le suivi de la situation de l'endettement, des pertes et des profits des entreprises publiques et parapubliques ;
- veiller, en liaison avec les administrations concernées, au règlement des impôts, taxes et contributions patronales des entreprises publiques et parapubliques ainsi qu'à la sauvegarde de leur patrimoine ;
- participer le cas échéant, aux procédures de consultation en vue du renforcement du management des entreprises publiques et parapubliques ;
- préparer et réaliser directement ou indirectement des audits financiers et toutes opérations d'évaluation et de contrôle de la fiabilité des états financiers ;
- concevoir, gérer, exploiter et maintenir un système informatisé de suivi des entreprises publiques par la mise en place d'une base de données mise à jour en permanence pour toutes études et exploitation à la demande du Gouvernement ;
- préparer et participer aux négociations des programmes de financement destinés à la réhabilitation des entreprises publiques d'une part, à

2. (1) The Committee shall be responsible for proposing to the Interministerial Committee of the Commission for the Rehabilitation of Public and Semi-public Corporations, hereinafter referred to as "the Commission", all measures to eliminate and prevent the causes of the difficulties encountered by public and semi-public corporations with a view to enhancing the performance of the said corporations. It shall participate in defining the policy for the acquisition of shares by the State and shall make recommendations on the setting-up of new public or semi-public corporations.

(2) The Committee shall be competent in all matters relating to the restructuring of public and semi-public corporations and in the definition of the relations between the latter and the State, with due respect for the enactments in force.

(3) The Committee shall notify all information analysed to the Government and propose solutions concerning public and semi-public corporations on the one hand, and the macro-economic environment in which they operate, on the other hand. In this capacity, it shall, inter alia, be responsible for :

- (a) preparing the overall planning and programming of the various operations relating to the reform of public corporations ;
- (b) following up and analysing the performance of public corporations, particularly in terms of finances and accounts, as well as trends in their macro-economic environment;
- (c) following up the debt, profit and loss situation of public and semi-public corporations ;
- (d) ensuring, in conjunction with the government services concerned, the payment of taxes, duties and employer contributions by public and semi-public corporations and the safeguarding of their property ;
- (e) participating, when necessary, in consultation procedures with a view to strengthening the management of public and semi-public corporations;
- (f) preparing and carrying out, either directly or indirectly, financial audits and all operations relating to assessing and controlling the reliability of financial statements ;
- (g) designing, managing, operating and maintaining a computerized system for the follow up of public corporations by setting up a constantly updated database for all studies and uses as requested by the Government ;
- (h) preparing and participating in negotiations of financing programmes for the rehabilitation of public

la mobilisation et au contrôle d'utilisation desdits financements par les entreprises, d'autre part ;

- élaborer le cas échéant, les projets de réforme et de perfection du cadre juridique et institutionnel de la réhabilitation et donner les avis et analyses sur les questions juridiques et sociales qui s'y rapportent ;
- participer aux études diagnostiques et d'évaluation des entreprises publiques dont elle rédige les termes de référence et assurer la coordination de travaux des éventuels consultants retenus pour la réalisation desdites études ainsi que l'analyse et l'évaluation de leurs rapports ;
- conduire l'élaboration des plans de restructuration et les négociations devant déboucher sur la conclusion ou la révision des contrats de performances ou de tout plan intérimaire ou d'urgence destiné à prévenir ou à circonscrire les difficultés des entreprises publiques ou parapubliques ;
- assurer le suivi, le contrôle d'exécution et d'évaluation des contrats de performances et de toutes les opérations de restructuration des entreprises publiques ou parapubliques ;
- veiller à la tenue régulière des conseils d'administration et de tout autre organe de décision et de contrôle de l'entreprise ;
- élaborer, à l'intention du Comité interministériel, un mémorandum circonstancié à l'occasion de toute difficulté rencontrée dans l'exécution des points ci-dessus et présenter un rapport trimestriel au Comité interministériel sur la situation du programme de réhabilitation des entreprises publiques et parapubliques.

Chapitre II

De l'organisation et du fonctionnement de la Commission technique de réhabilitation

Section I

De l'organisation

Art. 3.-(1) La Commission technique de réhabilitation est rattachée au ministre de l'Economie et des Finances.

(2) Sous l'autorité du ministre de l'Economie et des finances, le ministre délégué chargé du Plan de Stabilisation et de Relance économique assure le suivi permanent de ses activités.

(3) Pour la réalisation de ses missions, la Commission technique de réhabilitation comprend :

- un président assisté d'un vice-président ;
- une cellule administrative et financière ;
- une agence comptable ;
- des cellules techniques.

Sous-section I

Du président de la Commission technique de réhabilitation

rt. 4.- (1) Le président coordonne les travaux de la

corporations on the one hand, and in raising and controlling the use of the said financing by corporations, on the other hand ;

(i) preparing, if need be, draft reforms and improvements of the legal and institutional framework for rehabilitation and making recommendations concerning the legal and social issues involved ;

(j) participating in diagnostic and evaluation studies of public corporations whose terms of reference it shall draw up, and co-ordinating, where applicable, the work of consultants designated to conduct the said studies, as well as analysing and evaluating their reports ;

(k) heading the outlining of restructuring plans and negotiations for the signing or reviewing of performance contracts or any interim or emergency plan aimed at preventing or stemming the difficulties of public or semi-public corporations ;

(l) following up and controlling the execution and evaluation of performance contracts and all other operations for the restructuring of public and semi-public corporations ;

(m) ensuring that the Board of Directors and all other decision-making and control bodies of the corporation meet regularly ;

(n) preparing, for the Interministerial Committee, a substantiated memorandum in the event of any difficulty in the performance of the tasks listed above, and submitting a quarterly report to the Interministerial Committee on progress in the programme for the rehabilitation of public and semi-public corporations.

Chapter II

Organization and Functioning of the Technical Committee for Rehabilitation

I. Organization

3. (1) The Technical Committee shall be attached to the Minister of the Economy and Finance.

(2) Under the authority of the Minister of the Economy and Finance, the Minister Delegate in charge of the Stabilization and Economic Revival Plan shall ensure the permanent follow-up of its activities.

(3) To accomplish its mission, the Technical Committee for Rehabilitation shall comprise :

- a Chairman assisted by a Vice-chairman ;
 - an Administrative and Financial Unit ;
 - an Accounts Section
 - technical units.

I. 1: Chairman of the Technical Committee for Rehabilitation

4. (1) The Chairman shall co-ordinate the work of the

Commission et veille au bon fonctionnement de celle-ci. Il est assisté d'un vice-président.

(2) Il rend compte au ministre de l'Economie et des Finances de la gestion et du fonctionnement de la Commission.

A ce titre, il :

- représente la Commission ;
- prépare le projet de budget et le programme d'activités de la Commission ;
- est ordonnateur du budget de la Commission ;
- ouvre au nom de la Commission, conformément à la réglementation en vigueur, tout compte dans toutes les banques agréées par l'autorité monétaire et détermine les conditions de fonctionnement desdits comptes.

Art. 5.- Le président peut associer aux travaux de la Commission toute personne en raison de ses compétences, sous réserve de l'approbation du ministre délégué chargé du Plan de Stabilisation et de Relance économique.

Art. 6.- Le président et le vice-président de la Commission ont respectivement rang de secrétaire général et de directeur de l'administration centrale.

Sous-section II

De la cellule administrative et financière

Art. 7.- Placée sous l'autorité d'un chef de cellule ayant rang et prérogatives de sous-directeur de l'administration centrale, la cellule administrative et financière est chargée de la préparation et de l'exécution du budget.

Sous-section III

De l'agence comptable

Art. 8.- (1) Placée sous l'autorité d'un agent comptable ayant rang et prérogatives de sous-directeur de l'administration centrale, l'agence comptable est chargée notamment de la tenue des écritures relatives aux opérations de recettes et de dépenses.

(2) Elle assure le paiement des dépenses après vérification de leur régularité.

(3) Elle dresse un rapport financier qui est annexé au rapport d'activités du président de la Commission.

Sous-section IV

Des cellules techniques

Art. 9.- (1) Les cellules techniques reçoivent des tâches précises relatives à la réhabilitation d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises du secteur public et parapublic.

Committee and ensure its proper functioning. He shall be assisted by a vice-chairman.

(2) He shall report to the Minister of the Economy and Finance on the management and functioning of the Committee.

(3) In this capacity, he shall :

- (a) represent the Committee ;
- (b) prepare the draft budget and programme of activities of the Committee;
- (c) be the authorizing officer of the budget of the Committee ;
- (d) open in the name of the Committee, in accordance with the regulations in force, all accounts in any bank approved by the monetary authority and fix the rules governing the operating of the said accounts.

5. The Chairman may invite any person to take part in the work of the Committee by reason of his special knowledge, subject to the approval of the Minister in charge of the Stabilization and Economic Revival Plan.

6. The chairman and vice-chairman of the Committee shall rank respectively as Secretary-General and director in the central administration.

I.2 Administrative and Financial Unit

7. Under the authority of a unit head with the rank and prerogatives of a central administration sub-director, the Administrative and Financial Unit shall be responsible for preparing and implementing the budget.

I.3 Accounts Section

8. (1) Under the authority of an accounting officer with the rank and prerogatives of a central administration sub-director, the Accounts Section shall be responsible, inter alia, for keeping income and expenditure accounts.

(2) It shall settle expenditure after ascertaining the regularity thereof.

(3) It shall draw up a financial report which shall be appended to the progress report of the chairman of the Committee.

I.4 Technical Units

9. (1) Technical units shall be assigned specific tasks relating to the rehabilitation of an enterprise or group of enterprises of the public and semi-public sector.

(2) Elles sont créées et organisées par arrêté du ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Section II

Du fonctionnement

Art. 10.- (1) La Commission travaille en étroite collaboration avec les administrations concernées par la réhabilitation des entreprises publiques et parapubliques.

(2) Pour l'accomplissement de ses missions, elle peut faire appel aux bailleurs de fonds. A cet effet, des accords d'assistance technique peuvent être négociés et signés avec ces institutions par le ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Art. 11.- La Commission bénéficie de toutes les facilités matérielles et juridiques nécessaires à l'accomplissement de sa mission notamment du droit à l'accès à toute information avérée utile.

Les entreprises du secteur public et parapublic admises à la procédure de réhabilitation doivent par conséquent lui transmettre systématiquement tous les documents relatifs à la vie de l'entreprise et notamment les états financiers annuels, les rapports d'activités de la direction générale, le rapport des commissaires aux comptes, le rapport du président du conseil d'administration à l'assemblée générale et plus généralement, tout document ou information par elle réclamée.

Chapitre III

Des dispositions financières et finales

Art. 12.- Les ressources de la Commission sont constituées par :

- une dotation budgétaire annuelle inscrite au budget du ministère de l'Economie et des Finances ;
- le produit des emprunts autorisés ;
- les dons et legs.

Art. 13.- Les fonds de la Commission sont des fonds publics.

Art. 14.- La gestion financière et comptable de la Commission obéit aux règles de la comptabilité publique.

Art. 15.- Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence, puis inséré au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 3 janvier 1997.

Le Président de la République,
Paul Biya.

(2) They shall be set up and organized by order of the Minister in charge of the Economy and Finance.

II. Functioning

10. (1) The Committee shall work in close co-operation with the government services involved in the rehabilitation of public and semi-public corporations.

(2) It may seek the assistance of donors in the discharge of its duties. To this end, the Minister in charge of the Economy and Finance may negotiate and sign technical assistance agreements with such donors.

11. (a) The Committee shall receive all the material and legal facilities necessary for the accomplishment of its mission, in particular the right of access to all information deemed useful.

(b) Public and semi-public corporations earmarked for rehabilitation shall therefore systematically forward to the Committee all documents relating to the life of the corporation, in particular annual financial statements, progress reports by management, the auditors' report, the report of the chairman of the Board of Director to the General Meeting, and, in general, any document or information it may request.

Chapter III

Financial and Final Provisions

12. Resources of the Committee shall be derived from :
(a) an annual budgetary allocation included in the budget of the Ministry of the Economy and Finance;
(b) authorized loans ;
(c) donations and legacies.

13. The funds of the Committee shall be public funds.

14. The financial and accounting management of the Committee shall be in accordance with public accounting rules.

15. This decree which repeals all previous provisions repugnant thereto, shall be registered, published according to the procedure of urgency and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 3 January 1997.

Paul Biya,
President of the Republic.

**Décret n° 97-3 du 3 janvier 1997 portant
organisation et fonctionnement de la
Commission technique de privatisation et des
liquidations des entreprises du secteur public et
parapublic**

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;
Vu l'ordonnance n° 90-4 du 22 juin 1990 relative à la privatisation des entreprises publiques et parapubliques ;
Vu l'ordonnance n° 95-3 du 17 août 1995 portant statut général des entreprises du secteur public et parapublic ;
Vu le décret n° 90-1257 du 30 août 1990 portant application de l'ordonnance n° 90-4 du 22 juin 1990 ;
Vu le décret n° 86-656 du 3 juin 1986 portant création d'une Mission de réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic et ses divers modificatifs ;
Vu le décret n° 92-245 du 26 novembre 1992 portant organisation du Gouvernement, ensemble ses divers modificatifs ;
Vu le décret n° 95-56 du 29 mars 1995 portant réorganisation de la Mission de réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic ;
Vu le décret n° 97-1 du 3 janvier 1997 modifiant certaines dispositions du décret n° 95-56 du 29 mars 1995 réorganisant la Mission de réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic ;

Décrète :

Chapitre I
Des dispositions générales

Article premier.- Le présent décret porte organisation et fonctionnement de la Commission technique de privatisation et des liquidations ci-après dénommée "la Commission".

Art. 2.- La Commission assiste le Comité interministériel de la Mission de réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic, ci-après dénommée la Mission, dans l'exécution des tâches qui lui sont assignées.

A ce titre, elle est chargée d'étudier, de préparer et de suivre les mesures inhérentes à la privatisation et à la liquidation des entreprises publiques et parapubliques. Elle a notamment pour mission de :

- proposer le programme annuel de privatisation sur la base d'une analyse de portefeuille de l'Etat ;
- réaliser toutes les études préalables jugées nécessaires pour la préparation technique de la privatisation ;
- procéder à l'évaluation de chaque entreprise à privatiser ;
- conseiller le Comité interministériel dans le choix du mode de privatisation ;
- procéder à la mise en place des mesures préparatoires éventuelles ;

**Decree No. 97-3 of 3 January 1997:
Organization and functioning of the Technical
Committee for the privatization and liquidation
of enterprises of the public and semi-public
sector**

The President of the Republic,

Mindful of the Constitution;
Mindful of Ordinance No. 90-4 of 22 June 1990 relating to the privatization of public and semi-public corporations;
Mindful of Ordinance No. 95-3 of 17 August 1995: General Rules and Regulations governing enterprises of the public and semi-public sector;
Mindful of Decree No. 90-1257 of 30 August 1990 to implement Ordinance No. 90-4 of 22 June 1990;
Mindful of Decree No. 86-656 of 3 June 1986 to set up a Commission for the rehabilitation of undertakings of the public and semi-public sector and subsequent amendments thereto;
Mindful of Decree No. 92-245 of 26 November 1992 to organize the Government and subsequent amendments thereto;
Mindful of Decree No. 95-56 of 29 March 1995 to re-organize the Commission for the rehabilitation of undertakings of the public and semi-public sector;
Mindful of Decree No. 97-1 of 3 January 1997 to amend certain provisions of Decree No. 95-56 of 29 March 1995 to re-organize the Commission for the rehabilitation of undertakings of the public and semi-public sector;

Hereby decrees as follows :

Chapter I
General Provisions

1. This decree shall lay down the organization and functioning of the Privatization and Liquidation Technical Committee, hereinafter known as the "Committee".

2. The Committee shall assist the Interministerial Committee of the Commission for the rehabilitation of undertakings of the public and semi-public sector, hereinafter known as the Commission, in the performance of the duties assigned to it.

As such, it shall be responsible for studying, preparing and following up measures inherent in the privatization and liquidation of public and semi-public corporations. It shall, in particular, be responsible for:

- proposing the annual privatization programme based on the analysis of State holdings;
- conducting all prior studies deemed necessary for the technical preparation of the privatization exercise;
- assessing each enterprise for privatization;
- advising the Interministerial Commission on the choice of the privatization procedure;
- carrying out any possible preparatory measures;
- proposing measures attendant to the privatization process;
- preparing the file of each enterprise for privatization;
- preparing the bid documents and the advertising

- proposer les mesures d'accompagnement des opérations de privatisation ;
- préparer le dossier de chaque entreprise à privatiser ;
- préparer les dossiers d'appel d'offres et les campagnes promotionnelles ;
- lancer l'appel d'offres et recevoir les offres ;
- dépouiller les offres, les évaluer et soumettre au comité interministériel de la Mission la liste des soumissionnaires les mieux placés ;
- établir, négocier et suivre les actes juridiques nécessaires à la prise à effet des privatisations ;
- superviser et contrôler les liquidations des entreprises publiques et parapubliques.

Art. 3.- (1) Pendant la période de privatisation qui court à compter de la date d'admission de l'entreprise publique ou parapublique à la procédure de privatisation, les fonctions de suivi de la gestion et des performances de l'entreprise sont dévolues à la Commission technique de privatisation. A ce titre, elle:

- participe aux travaux du conseil d'administration avec voix consultative ;
- préside tout comité de pilotage d'études et d'investigations ;
- collecte les données nécessaires à ces travaux et en fait ampliation diligente à la Commission technique de réhabilitation.

(2) Après la signature des documents juridiques concernant le transfert de propriété ou de responsabilité dans l'entreprise publique ou parapublique admise à la procédure de privatisation, la Commission assure le suivi de l'entreprise pendant une période déterminée par le Comité Interministériel de la Mission.

Chapitre II

De l'organisation et du fonctionnement de la Commission technique de privatisation et des liquidations

Section I

De l'organisation

Art. 4.- (1) La Commission technique de privatisation et des liquidations est rattachée au ministre de l'Economie et des Finances.

(2) Sous l'autorité du ministre de l'Economie et des Finances, le ministre délégué chargé du Plan de stabilisation et de relance économique assure le suivi permanent de ses activités.

(3) Pour la réalisation de ses missions, la Commission comprend :

- un président assisté d'un vice-président ;
- une cellule des liquidations ;
- une cellule administrative et financière ;
- une agence comptable ;
- des cellules techniques.

campaigns;

- launching the invitation to bid and receiving bids;
- studying bids, assessing them and submitting a list of the most attractive bidders to the Interministerial Committee of the Commission;
- establishing, negotiating and following up the legal deeds necessary for privatization to be effective;
- supervising and controlling the liquidation of public and semi-public corporations.

3. (1) During the privatization period which shall start from the date the corporation is placed under the privatization procedure, the Privatization Technical Committee shall assume the duties of following up the management and performance of the corporation. As such, it shall:

- attend board meetings in an advisory capacity;
- preside over any pilot study or investigation committee;
- collect data needed for the meetings and promptly send copies thereof to the Rehabilitation Technical Committee.

(2) After the signing of the legal documents concerning the transfer of proprietorship or responsibility in a public or semi-public corporation under the privatization process, the Committee shall be responsible for the follow-up of the corporation for a period determined by the Interministerial Committee of the Commission.

Chapter II

Organization and Functioning of the Privatization and Liquidation Technical Committee

Section I

Organization

4. (1) The Privatization and Liquidation Technical Committee shall be attached to the Ministry of the Economy and Finance.

(2) Under the authority of the Ministry of the Economy and Finance, the Minister Delegate in charge of the Stabilization and Economic Revival Plan shall ensure the constant follow-up of its activities.

(3) To carry out its duties, the Committee shall comprise:

- a Chairman assisted by a Vice-Chairman;
- a Liquidation Unit;
- an Administrative and Finance Unit;
- an accounts section;
- technical units.

Sous-section I*Du président de la Commission technique de privatisation et des liquidations*

Art. 5.- (1) Le président coordonne les travaux de la Commission et veille au bon fonctionnement de celle-ci. Il est assisté d'un vice-président.

(2) Il rend compte au ministre de l'Economie et des Finances de la gestion et du fonctionnement de la Commission.

A ce titre, il :

- représente la Commission ;
- prépare le projet de budget et le programme d'activités de la Commission ;
- est ordonnateur du budget de la Commission ;
- ouvre, au nom de la Commission, conformément à la réglementation en vigueur, tout compte dans toutes les banques agréées par l'autorité monétaire et détermine les conditions de fonctionnement desdits comptes.

Art. 6.- Le président peut associer aux travaux de la Commission toute personne en raison de ses compétences, sous réserve de l'approbation du ministre délégué chargé du Plan de stabilisation et de relance économique.

Art. 7.- (1) Les fonctions de président de la Commission technique de privatisation sont incompatibles avec tout mandat de président du conseil d'administration, administrateur ou directeur d'une entreprise à privatiser, sous réserve des dispositions du chapitre IV du décret n° 90-1257 du 30 août 1990 visé ci-dessus et de l'article 3 ci-dessus.

(2) En outre, le président de la Commission ne pourra pendant un délai de cinq ans, à compter de la cessation de sa fonction, devenir membre d'un conseil d'administration ou directeur d'une entreprise privatisée ou ayant bénéficié de la privatisation du portefeuille de l'Etat dans les conditions définies au chapitre 1er du décret n° 90/1257 du 30 août 1990 visé ci-dessus.

Art. 8.- Le président et le vice-président de la Commission ont respectivement rang de secrétaire général et directeur de l'administration centrale.

Sous-section II*De la cellule des liquidations*

Art. 9.- (1) Placée sous l'autorité d'un chef de cellule, la cellule des Liquidations est chargée de superviser, de coordonner et de contrôler les liquidations d'entreprises du secteur public et parapublic dont la dissolution est liée au processus de désengagement de l'Etat.

(2) Elle donne à ce titre, son avis sur le

Sub-Section I*Chairman of the Privatization and Liquidation Technical Committee*

5. (1) The Chairman shall co-ordinate the meetings of the committee and ensure its sound functioning. He shall be assisted by a Vice-Chairman.

(2) He shall report to the Minister of the Economy and Finance on the management and functioning of the Committee.

As such, he shall :

- represent the Committee;
- prepare the draft budget and the programme of activities of the Committee;
- be the authorizing officer of the Committee's budget;
- on behalf of the Committee, and in accordance with the regulations in force, open any account in all the banks approved by the monetary authorities, and determine the conditions of functioning of the said accounts.

6. The Chairman may invite any person to attend the deliberations of the Committee on account of his expertise, subject to the approval of the Minister Delegate in charge of the Stabilization and Economic Revival Plan.

7. (1) The duties of Chairman of the Privatization Technical Committee shall be incompatible with any position of board chairman, general manager or director of a corporation for privatization, subject to the provisions of Chapter IV of Decree No. 90/1257 of 30 August 1990 referred to above and Article 3 above.

(2) Furthermore, the Committee Chairman may not, within a period of five years with effect from the date of cessation of his duties, become member of a board or director of a privatized corporation or in which State holdings have been privatized under the conditions defined in Chapter 1 of Decree No. 90/1257 of 30 August 1990.

8. The Chairman and Vice-Chairman of the Committee shall rank respectively as Secretary-General and Director of the central administration.

Sub-Section II*The Liquidation Unit*

9. (1) Under the authority of a unit head, the Liquidation Unit shall be responsible for the supervision, co-ordination and control of the liquidation of enterprises of the public and semi-public sector which have been dissolved within the framework of the State disinvestment process.

(2) As such, it shall give its opinion on the final

rapport final des Comités de liquidation et de Liquidateurs, et propose le quitus de liquidation à la Mission.

Sous-section III

De la cellule administrative et financière

Art. 10.- Placée sous l'autorité d'un chef de cellule ayant rang et prérogatives de sous-directeur de l'administration centrale, la cellule administrative et financière est chargée de la préparation et de l'exécution du budget.

Sous-section IV

De l'agence comptable

Art. 11.- (1) Placée sous l'autorité d'un agent comptable ayant rang et prérogatives de sous-directeur de l'administration centrale, l'agence comptable est chargée notamment de la tenue des écritures relatives aux opérations de recettes et de dépenses.

(2) Elle assure le paiement des dépenses après vérification de leur régularité.

(3) Elle dresse un rapport financier qui est annexé au rapport d'activité du président de la Commission.

Sous-section V

Des cellules techniques

Art. 12.- (1) Les cellules techniques reçoivent des tâches précises relatives à la privatisation d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises du secteur public et parapublic.

(2) Elles sont créées et organisées par arrêté du ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Section II

Du fonctionnement

Art. 13.- (1) La Commission travaille en étroite collaboration avec les administrations concernées par la privatisation des entreprises publiques et parapubliques.

(2) Pour l'accomplissement de ses missions, elle peut faire appel aux bailleurs de fonds. A cet effet, des accords d'assistance technique peuvent être négociés et signés avec ces institutions par le ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Art. 14.- La Commission bénéficie de toutes les facilités matérielles et juridiques nécessaires à l'accomplissement de sa mission notamment du droit à l'accès de toute information avérée utile.

Les entreprises du secteur public et parapublic admises à la procédure de privatisation doivent par conséquent lui transmettre systématiquement tous les

report of the Liquidation Committees and the Liquidators, and propose to the Commission the final discharge to be given for liquidation.

Sub-Section III

The Administration and Finance Unit

10. Under the authority of a unit head the rank and prerogatives of a sub-director of the central administration, the Administration and Finance Unit shall be in charge of preparing and executing the budget.

Sub-Section IV

The Accounts Section

11. (1) Under the authority of an accounting officer having the rank and prerogatives of sub-director of the central administration, the Accounts Section shall be particularly charged with keeping accounting relating to revenue and expenditure transactions.

(2) It shall ensure the settlement of expenditure that have been duly authenticated.

(3) It shall draw up a financial report that shall be attached to the Committee Chairman's progress report.

Sub-Section V

The Technical Units

12. (1) The technical units shall be assigned specific duties relating to the privatization of an enterprise or a group of enterprises of the public or semi-public sector.

(2) They shall be set up and organized by order of the Minister in charge of the Economy and Finance.

Section II

Functioning

13. (1) The Committee shall work in close collaboration with the government services involved in the privatization of public and semi-public corporations.

(2) The Committee may, in accomplishing its duties, seek assistance from financing bodies. For this purpose, the Minister in charge of the Economy and Finance may negotiate and sign technical assistance agreements with such institutions.

14. The Committee shall have all the material and legal facilities necessary for the accomplishment of its task, especially the right of access to any information considered useful.

Consequently, enterprises of the public and semi-public sector under the privatization procedure shall systematically provide the Committee with all

documents relatifs à la vie de l'entreprise et notamment les états financiers annuels, les rapports d'activité de la direction générale, le rapport des commissaires aux comptes, le rapport du président du conseil d'administration à l'assemblée générale et plus généralement tout document ou information par elle réclamée.

Chapitre III

Des Dispositions financières et finales

Art. 15.- (1) Les ressources de la Commission sont constituées par :

- une dotation budgétaire annuelle inscrite au budget du ministère de l'Economie et des Finances ;
- le produit des emprunts autorisés ;
- les dons et legs.

Art. 16.- Les fonds de la Commission sont des fonds publics.

Art. 17.- La gestion financière et comptable de la Commission obéit aux règles de la comptabilité publique.

Art. 18.- Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence, puis inséré au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 3 Janvier 1997.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret portant radiation du tableau d'avancement de grade d'un officier de l'armée de terre

Par décret n° 97-4 en date du 6 janvier 1997 :

Article premier.- Le chef de bataillon Ebaka Hippolyte est, pour compter de la date de signature du présent décret, radié du tableau d'avancement de grade pour faute grave contre le devoir militaire et la discipline.

Art. 2.- Le ministre délégué à la Présidence chargé de la Défense est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 6 janvier 1997.

Le Président de la République,
Paul Biya.

documents relating to the activities of the enterprise, particularly annual financial statements, general management progress reports, audit reports, the board chairman's report to the general meeting and, in general, any document or information required by the Committee.

Chapter III

Financial and Final Provisions

15. (1) The Committee's resources shall comprise:

- an annual allocation charged to the budget of the Ministry of the Economy and Finance;
- the proceeds of authorized loans;
- gifts and legacies.

16. The funds of the Committee shall be public funds.

17. The finances and accounts of the Committee shall be managed according to the rules of public accounting.

18. This decree, which repeals all previous repugnant provisions, shall be registered, published according to the procedure of urgency, and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 3 January 1997.

Paul Biya,
President of the Republic.

Removal of an officer from the promotion list

By Decree No. 97/4 of 6 January 1997:

1. Major Ebaka Hippolyte is, with effect from the date of signature of this decree, removed from the promotion list for lack of discipline and gross negligence of military duty.

2. The Minister Delegate at the Presidency in charge of Defence is responsible for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 6 January 1996.

Paul Biya,
President of the Republic.

Art. 2.- Le ministre de la Justice, garde des sceaux, et le ministre des Relations extérieures sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 6 janvier 1997.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret autorisant le transfert au siège du Tribunal pénal international pour le Rwanda, du nommé Nsengiyumva Anatole

Par décret n° 97-8 en date du 6 janvier 1997 :

Article premier.- Est autorisé, le transfert à Arusha, siège du Tribunal pénal international pour le Rwanda, de Nsengiyumva Anatole, né le 4 septembre 1950, actuellement détenu à la prison principale de Yaoundé.

Art. 2.- Le ministre de la Justice, garde des sceaux, et le ministre des Relations extérieures sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 6 janvier 1997.

Le Président de la République
Paul Biya.

Arrêté accordant le capital-décès quintuplé aux ayants droit de M. Enyong Peter Eladsua (Mle 173 97-K), gardien de la paix décédé

Par arrêté n° 690 en date du 27 décembre 1996 :

Article premier.- Il est accordé aux ayants droit de feu Enyong Peter Eladsua, gardien de la paix de 1er grade 3e échelon décédé à Douala le 16 décembre 1994 des suites de blessures par balles au cours d'une opération de lutte contre le grand banditisme, le capital-décès quintuplé calculé sur la base de sa solde annuelle brute afférente à l'indice 205 soit : $(88\,086 \times 12) \times 5 = 5\,285\,160$ (Cinq millions deux cent quatre vingt cinq mille cent soixante) francs.

Art. 2. La dépense résultant des présentes dispositions sera imputée sur le budget de l'Etat - exercice 1996/1997 - chapitre 55 - article 150 - paragraphe 000.

Art. 3.- Le présent arrêté sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

2. The Minister of Justice, Keeper of the Seals and the Minister of External Relations are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be published according to the procedure of urgency and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaoundé, 6 January 1997

Paul Biya
President of the Republic

Authorization to transfer Nsengiyumva Anatole to the headquarters of the International Criminal Tribunal for Rwanda

By Decree No. 97-8 of 6 January 1997 :

1. Authorization is hereby given for the transfer to Arusha, headquarters of the International Criminal Tribunal for Rwanda, of Nsengiyumva Anatole, born on 4 September 1950, currently in detention at the Yaounde Main Prison.

2. The Minister of Justice, Keeper of the Seals, and the Minister of External Relations are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be published according to the procedure of urgency and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 6 January 1997

Paul Biya
President of the Republic

Grant of quintupled death benefits

By Order No. 690 of 27 December 1996:

1. Quintupled death benefits are granted to the rightful claimants of the late Enyong Peter Eladsua, Police Constable grade 1, incremental position 3, who died from bullet wounds during an operation against organized crime on 16 December 1994 in Douala. The death benefits shall be calculated on the basis of the annual gross salary corresponding to index 205, that is: $(88,086 \times 12) \times 5 = 5,285,160$ (five million two hundred and eighty-five thousand one hundred and sixty) francs.

2. The expenditure resulting from these provisions shall be charged to the State budget for financial year 1996/1997: Head 55 - Subhead 150 - Item 000.

3. This order shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaoundé, le 27 décembre 1996.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Arrêté portant reclassement, promotion exceptionnelle à titre posthume de M. Ngede Pius Ekeh (Mle 541 394-A) gardien de la paix décédé en service commandé, et allouant le capital-décès quintuplé à ses ayants-droit

Par arrêté n° 692 en date du 27 décembre 1996 :

Article premier.- En application des dispositions des articles 74, 196 et 197 du décret n° 94/200 du 7 octobre 1994 susvisé, M. Ngede Pius Ekeh (Mle 541 394-A), gardien de la paix de 1er échelon indice 120, est, à compter du 15 mars 1993, reclassé dans le nouveau cadre des gardiens de la paix au grade de gardien de la paix de 1er grade, 1er échelon, indice 165, avec ancienneté conservée de 1 an 4 mois 29 jours.

Art. 2.- L'intéressé, victime d'une agression subie en service commandé bénéficie, à compter du 21 juillet 1993, d'une promotion exceptionnelle à titre posthume au grade de gardien de la paix principal de 1er échelon, indice 280.

Art. 3.- Il est alloué aux ayants droit de M. Ngede Pius Ekeh (Mle 541 394-A), gardien de la paix principal de 1er échelon, décédé au cours d'une patrouille le 21 juillet 1993 à Bamenda, le capital-décès quintuplé calculé sur la base de la solde annuelle brute d'activité à l'indice 280, soit $120\ 313 \times 12 \times 5 = 7.218.780$ (Sept millions deux cent dix huit mille sept cent quatre vingt) francs.

Art. 4.- Le délégué général à la Sûreté nationale et le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 27 décembre 1996.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Arrêté accordant la prolongation d'activité à M. Eyambe Mbangue Rigobert, gardien de la paix principal (Mle 52 933-F)

Par arrêté n° 694 en date du 27 décembre 1996 :

Article premier.- (1) Une prolongation d'activité d'une durée de 5 mois 15 jours est, à compter du 5 mars 1994, accordée à M. Eyambe Mbangue Rigobert, gardien de la paix né le 5 mars 1944 à Mbanga.

Yaounde, 27 December 1996

Paul Biya
President of the Republic.

Posthumous reclassification and special promotion

By Order No. 692 of 27 December 1996:

1. Pursuant to the provisions of Articles 74, 196 and 197 of Decree No. 94/200 of 7 October 1994, Mr. Ngede Pius Ekeh (Sces No. 541 394-A), Police Constable incremental position 1, index 120, is, with effect from 15 March 1993, reclassified within the new framework of Police Constables in the rank of Police Constable grade 1, incremental position 1, index 165, with seniority conserved for 1 year 4 months 29 days.

2. Mr. Ngede Pius Ekeh, who was assaulted while on an assignment, shall, with effect from 21 July 1993, be posthumously promoted on a special basis to the rank of Senior Police Constable incremental position 1, index 280.

3. Quintupled death benefits calculated on the basis of the gross annual salary for activity on index 280, representing $120,313 \times 12 \times 5 = 7,218,780$ (Seven million two hundred and eighteen thousand seven hundred and eighty) francs are hereby granted to the rightful claimants of Mr. Ngede Pius Ekeh (Scs. No. 541 394-A), Senior Police Constable incremental position 1, who died during a patrol on 21 July 1993 in Bamenda.

4. The Delegate General for National Security and the Minister of State in charge of the Economy and Finance are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this order which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 27 December 1996

Paul Biya
President of the Republic.

Extension of service period

By Order No. 694 of 27 December 1996:

1. (1) Mr. Eyambe Mbangue Rigobert, Police Constable, born on 5 March 1944 at Mbanga is granted an extension of period of service of 5 months 15 days with effect from 5 March 1994.

et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 31 décembre 1996.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Arrêté portant concession d'un capital-décès quintuplé

Par arrêté n° 1 en date du 6 janvier 1997 :

Article premier.- Est alloué aux ayants cause de feu l'adjudant-chef Tagne Antoine Mle 3400 (026663-U) décédé en service le 23 juillet 1994 à Douala, un capital-décès quintuplé, arrêté à la somme de quatorze millions cent quarante trois mille quatre cent quarante (14 143 440) FCFA ainsi décomptés : Cinq (5) années de solde brute du "de cujus" à l'indice 565, soit $2\,828\,688 \times 5 = 14\,143\,440$ FCFA.

Art. 2.- Le capital-décès quintuplé visé à l'article 1er ci-dessus est réparti de la manière suivante :

Mme Kapche Lydie, mariée le 21 mai 1971
= 4 714 480 FCFA

Orphelins :

- Tagne Serge Nazaire né le 2 septembre 1971

= 1 885 792 FCFA

- Tagne Maponon Nathalie Joelle née le 18 août 1973

= 1 885 792 FCFA

- Tagne Kokam Ghislaine Manuela née le 18 octobre 1975 = 1 885 792 FCFA

- Tagne Guemnye Gwladys Nadège née le 18 octobre 1975 = 1 885 792 FCFA

- Tagne Kengne Mireille Yolande née le 17 mai 1978 = 1 885 792 FCFA.

Art. 3.- La dépense correspondante imputable sur le budget de la République du Cameroun, chapitre 55, article 150, paragraphe 000, exercice 1996-1997 sera mandatée aux intéressés par les soins du ministère de l'Economie et des Finances (sous-direction des pensions et des rentes viagères) à Yaoundé.

Art. 4.- La somme de deux millions huit cent vingt huit mille six cent quatre vingt huit (2 828 688) FCFA représentant le montant d'une année de solde brute déjà allouée par arrêté n° 95/0314/AM/MINDEF/02212 du 14 mars 1995 aux ayants cause du défunt sera précomptée en totalité sur le montant du capital-décès quintuplé visé à l'article 1er du présent arrêté.

Economy and Finance are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this order which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 31 December 1996

Paul Biya
President of the Republic.

Grant of quintupled death benefits

By Order No.1 of 6 January 1997:

1. Quintupled death benefits are granted to the rightful claimants of the late Tagne Antoine, Senior Warrant Officer (Se No.02666-U) who died in active service on 23 July 1994 in Douala. The death benefits amounts to 14,143,440 (fourteen million one hundred and forty-three thousand four hundred and forty) CFAF, broken down as follows: Five (5) years of the deceased's gross salary for index 565 that is, $2,828,688 \times 5 = 14,143,440$ CFAF.

2. The death benefits mentioned in Article 1 above shall be distributed as follows:

Mrs. Kapche Lydie, married on 21 May 1971
4,714,480 CFAF

Orphans

- Tagne Serge Nazaire, born on 2 September 1971
= 1,885,792

- Tagne Maponon Nathalie Joelle, born on 18 August 1973 = 1,885,792

- Tagne Kokam Ghislaine Manuela, born on 18 October 1975 = 1,885,792

- Tagne Guemnye Gwladys Nadege, born on 18 October 1975 = 1,885,792

- Tagne Kengne Mireille Yolande, born on 17 May 1978 = 1,885,792

3. The corresponding expenditure charged to the State budget for financial year 1996/1997 shall be paid to the persons concerned by the Ministry of the Economy and Finance (Sub-Department of Pensions and Life Annuity), Yaounde.

4. The sum of 2,828, 688 (two million eight hundred and twenty-eight thousand six hundred and eighty-eight) CFAF corresponding to the amount of one year's gross salary already granted by Order No. 95/0314/AM/MINDEF/O2212 of 14 March 1995 to the deceased's rightful claimants shall be deducted fully from the amount of the death benefits referred to in Article 1 of this order.

Art. 5.- Le présent arrêté sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 6 janvier 1997.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Arrêté portant nomination d'un chef de secrétariat particulier

Par arrêté n° 2 en date du 6 janvier 1997 :

Article premier.- Est, à compter de la date de signature du présent arrêté, nommé chef de secrétariat particulier du ministre chargé de mission à la Présidence de la République Baba Hamadou, M. Abbo Mamoudou, inspecteur de police principal (Mle 147 170-X).

Art. 2.- L'intéressé aura droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 3.- Le présent arrêté sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 6 janvier 1997.

Le Président de la République,
Paul Biya.

**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE**

Arrêté modifiant l'arrêté n° 36-MINAT-MINEFI du 13 mars 1996 portant modalités d'assiette, de recouvrement, et de reversement d'impôts et taxes destinés aux communes et au FEICOM

Le vice-premier ministre chargé de l'Administration territoriale,

Le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances,

Vu la Constitution ;
Vu le code général des impôts ;
Vu le code de l'enregistrement, du timbre et de la curatelle ;
Vu la loi n° 74-23 du 5 décembre 1974 portant organisation communale ;
Vu la loi n° 87-15 du 15 juillet 1987 portant création des communautés urbaines ;
Vu l'ordonnance n° 62-OF-4 du 7 février 1962 portant régime financier du Cameroun ;
Vu le décret n° 92-245 du 26 novembre 1992 portant organisation du Gouvernement et ses modificatifs subséquents ;

5. This order shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 6 January 1997

Paul Biya
President of the Republic

Appointment of a head of the Private Secretariat

By Order No.2 of 6 January 1997 :

1. Mr. Abbo Mamoudou (Sce No. 147 170-X), Senior Inspector of Police, is with effect from the date of signature of this order, appointed head of the Private Secretariat of the Minister in charge of Special Duties at the Presidency of the Republic, Mr. Baba Hamadou.

2. Mr. Abbo Mamoudou shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force.

3. This order shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 6 January 1997

Paul Biya
President of the Republic

**MINISTRY OF TERRITORIAL
ADMINISTRATION**

Joint Order No. 293 of 27 December 1996 amending Order No. 36 of 13 March 1996 on the terms and conditions of assessment base, collection and paying back of taxes and duties to councils and FEICOM

The Vice-Prime Minister in charge of Territorial Administration,

The Minister of State in charge of the Economy and Finance,

Mindful of the Constitution;
Mindful of the general tax code;
Mindful of the stamp duty code;
Mindful of Law No. 74-23 of 5 December 1974 to organize councils;
Mindful of Law No.87-15 of July 1987 to set up urban communities;
Mindful of Ordinance No. 62-OF-4 of 7 February 1962 on Cameroon's finance scheme;
Mindful of Decree No. 92-245 of 26 November 1992 to organize the Government and as amended;
Mindful of Decree No. 92-248 of 27 November 1992 to form the Government and as amended;
Mindful of Decree No.94-232 of 5 December 1994

notamment la charge de toutes les opérations d'assiette et d'émission des taxes communales indirectes et suit les émissions et les recouvrements effectués par la chaîne fiscale de l'Etat pour le compte de la commune.

Art. 4.- Le conseil municipal délibérant en session budgétaire fixe le tarif des différents impôts et taxes conformément à la loi.

Les responsables compétents des services de la direction des impôts et de la direction du trésor assistent aux délibérations à titre consultatif. L'autorité de tutelle requiert leur avis, le cas échéant, avant de rendre exécutoire les délibérations sus-citées.

Art. 5.- Les impôts locaux doivent, autant que possible, être recouverts sans recourir à l'émission des rôles.

Chapitre II Procédures

Art. 6.- Les procédures d'émission, de recouvrement et reversement relatives aux centimes additionnels communaux, à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, à l'impôt sur les sociétés, à la taxe sur le chiffre d'affaires et aux taxes sur les jeux sont les suivantes :

1. L'assiette, l'émission et le contrôle se font suivant les procédures actuellement en vigueur ;
2. Une compte de recettes à répartir est ouvert auprès du trésorier-payeur général de Yaoundé, pour les opérations comptables relatives à la centralisation et à la redistribution de cette recette.

Une instruction de la direction du trésor fixe les modalités pratiques de fonctionnement du compte des recettes à répartir.

Art. 7.- En cours d'exercice et dans le mois qui suit la fin de chaque trimestre, l'ordonnancement de la quote-part destinée à l'Etat, aux communes et au FEICOM est fait par arrêté conjoint des ministres chargés de l'Administration territoriale et des Finances, sur la base à la fois des taux de répartition fixés par le décret et du montant des centimes centralisés pour la période par le trésorier-payeur général de Yaoundé.

Sur la base de cet arrêté, le ministre chargé de l'Administration territoriale établit une décision de paiement accompagnée d'un état de répartition pour le montant alloué à chaque commune. Le directeur du FEICOM établit un ordre de retrait pour la part revenant à son organisme.

L'arrêté conjoint, la décision de paiement et l'ordre de retrait du FEICOM sont adressés au trésorier payeur général de Yaoundé. Celui-ci procède aussitôt au règlement de la quote-part revenant aux communes et au FEICOM et impute celle de l'Etat dans un compte approprié.

Art. 8.- Les procédures d'émission et de recouvrement relatives aux patentes et licences, à l'impôt libérateur,

base as well as council indirect tax operations. It shall follow up the issue and collection exercises carried out by the State's tax authorities on behalf of the council.

4. The municipal council shall, in a budget session, fix the rates of various taxes and duties in accordance with the law.

Responsible officials of the Taxation and Treasury Departments shall take part in the deliberations in consultative manner. The tutelage authority shall, should the need arise, request their opinion before the coming into effect of the above deliberations.

5. Local taxes must, as much as possible, be collected without recourse to the issue of rolls.

Part II : Procedures

6. Issue, collection and pay back procedures relating additional council tax on personal income tax, company tax, turnover tax and games tax are as follows :

a. The assessment base, issue and control are carried out in accordance with the procedures currently in force.

b. A revenue account for distribution shall be opened at the Yaounde Provincial Treasurer's office, for accounting operations concerning the centralisation and redistribution of this revenue.

An instruction from the Treasury Department shall fix the practical terms and conditions for the functioning of the revenue account for distribution.

7. During the financial year and in the month following the end of each quarter, order to pay states, the council's and FEICOM's quotas shall be made by a joint order from the Ministers in charge of Territorial Administration and Finance, on the basis of distribution rates fixed by the decree and the amount of centralised taxes for the period, by the Yaounde Provincial treasurer.

On the basis of this order, the Minister in charge of Territorial Administration shall establish a payment decision accompanied by a distribution statement for the amount allocated to each council. The Director of FEICOM shall establish a withdrawal order for his organisation's share.

The joint order, the payment decision and the withdrawal order from FEICOM shall be forwarded to the Yaounde Provincial Treasurer. The latter shall immediately settle council's and FEICOM's quotas and credit the State's share into an appropriate account.

8. Issue and collection procedures concerning business licences, poll tax, direct council taxes, additi

aux taxes communales directes, à la taxe additionnelle communale sur la taxe foncière, et à la part communale des droits de mutation immobilière sont précisées ainsi qu'il suit :

1. *Assiette et émission* - Les services compétents des impôts établissent des bulletins d'émission distincts et successifs pour les parts revenant respectivement à l'Etat, à la commune et au FEICOM.

2. *Recouvrement* - Le paiement relatif aux différents droits est effectué à la caisse du comptable compétent au vu du bulletin d'émission approprié.

Toutefois, en l'absence de structures locales du FEICOM, le comptable du trésor de la localité encaisse la part de la recette de cet organisme, et en opère le transfert auprès du trésorier-payeur général de Yaoundé.

Art. 9.- Les procédures d'émission, de recouvrement et de reversement relatives aux impôts et taxes sus-cités, lorsqu'ils sont retenus à la source ou émis par voie de rôle, se font conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 10.- Le produit de l'impôt libératoire est destiné aux communes rurales, aux communes urbaines et aux communes urbaines d'arrondissement, à l'exclusion des communautés urbaines.

Art. 11.- Les procédures d'émission, de recouvrement et de reversement relatives à la taxe douanière municipale sont précisées ainsi qu'il suit :

1. *Assiette et émission* - Les services de douane font ressortir sur le bulletin de liquidation douanière (BLD) le montant de la taxe douanière municipale.

2. *Recouvrement* - La procédure est la suivante :

- A Douala, la taxe douanière municipale est recouvrée par le trésorier-payeur général de Douala et reversée dans un compte de dépôt ouvert au nom du FEICOM dans le même poste comptable.

- Dans les autres localités, le recouvrement est assuré par un agent du FEICOM ou à défaut par le comptable du trésor de la localité.

Art. 12.- Les procédures d'émission et de recouvrement relatives aux taxes de stationnement, de transit et de transhumance sont précisées ainsi qu'il suit :

1. *Assiette et émission* - Le service d'assiette de la commune établit deux bulletins d'émission distincts et successifs pour les parts respectives de la commune et du FEICOM.

2. *Recouvrement* - Le paiement relatif aux différents droits est effectué à la caisse du comptable compétent au vu du bulletin d'émission approprié.

council tax on land tax, and the council's share of real estate transfer duties have been precised as follows :

a. Assessment base and issue. The competent taxation services shall establish separate and successive issue vouchers for shares going respectively to the State, the council and FEICOM.

b. Collection. Payment concerning other duties shall be carried out at the competent accountant's counter after seeing the appropriate issue voucher.

However, in the absence of FEICOM's local structures, the accountant of the locality's treasury shall receive this body's share of revenue and transfer same to the Provincial Treasurer in Yaounde.

9. Issue, collection, and pay back procedures relating to taxes and duties cited above shall, when deducted at source or issued through roll, be carried out in accordance with the rules and regulations in force.

10. The poll tax product shall be for rural councils, urban councils and district urban councils, with the exception of urban communities.

11. Issue, collection and pay back procedures concerning municipal customs tax have been precised as follows :

a. Assessment base and issue. Customs services shall carry the amount of customs municipal tax on customs liquidation voucher (CLV).

b. Collection. The following is the procedure :

- In Douala, the municipal customs tax shall be collected by the Provincial Treasurer in Douala, and paid into a deposit account opened in the name of FEICOM in the same accounting office.

- In other localities, collection shall be carried out by a FEICOM agent or by the treasury accountant in the locality.

12. Issue and collection procedures relating to parking, transit and transhumance taxes have been precised as follows :

a. Assessment base and issue. The council's assessment base service shall establish two separate and successive issue vouchers for the respective shares of the council and FEICOM.

b. Collection. Payment concerning various duties shall be carried out at the counter of the competent accountant after seeing the appropriate issue voucher.

Chapitre III

Comités de suivi des impôts locaux

Art. 13.- Par décision conjointe des ministres chargés de l'administration territoriale et des finances, il est créé un Comité interministériel ayant pour mission la mise en oeuvre et le suivi de la fiscalité locale.

Art. 14.- Il est créé dans chaque département un comité chargé du suivi de la fiscalité locale, composé ainsi qu'il suit :

- Le préfet, *président* ;
- Le chef de centre départemental des impôts ou le chef de centre provincial des impôts pour les départements du Mfoundi et du Wouri, *vice-président* ;
- Le trésorier-payeur général ou le receveur départemental des finances, *membre* ;
- Le délégué du Gouvernement, *membre* ;
- Le(s) maire(s) du chef-lieu du département, *membre* ;
- Le receveur des impôts, *membre* ;
- Les receveurs municipaux du chef-lieu du département, *membre* ;
- Le chef d'agence régionale du FEICOM, *membre*.

Le président du comité peut inviter toute personne autre en raison de ses compétences.

Art. 15.- Le comité a pour mission de :

- suivre l'application des instructions relatives aux impôts locaux et en particulier au transfert des centimes additionnels communaux ;
- suivre les opérations de recensement, d'émission et de recouvrement relatives aux différents impôts locaux ;
- relever les difficultés d'application des différents textes relatifs aux impôts locaux et en proposer les solutions.

Le Comité local adresse à la fin de chaque trimestre, un compte-rendu de ses activités au Comité interministériel de suivi des impôts locaux.

Art. 16.- Les fonctions de président et de membre du Comité local sont gratuites. Cependant, les frais de fonctionnement du Comité local sont à la charge des communes concernées.

Art. 17.- Les autorités administratives et les chefs traditionnels apportent leur appui aux opérations de recensement et de recouvrement relatives aux impôts locaux.

Chapitre IV

Dispositions diverses

Art. 18.- La fourniture des imprimés nécessaires au fonctionnement des recettes municipales et de l'agence comptable du FEICOM est à leur charge respective.

Art. 19.- Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au *Journal officiel* en français et en anglais.

Part III :

Local Taxes Follow-Up Committees.

13. By a joint decision of the Ministers in charge of Territorial Administration and Finances there has been created an interministerial committee whose mission is the implementation and follow-up of the local tax base.

14. There has been created in each division a committee charged with the follow-up of the local tax base, comprising :

- The Senior Divisional Officer, Chairman
- The head of the divisional taxation center or the head of the provincial taxation center for the Mfoundi and Wouri Divisions, Vice-Chairman
- The Provincial Treasurer or the Divisional Treasurer, Member
- The Government Delegate, Member
- The Collector of taxes, Member
- Municipal revenue collectors in the divisional headquarters, Member

The Chairman of the committee may invite any person by reason of his competence.

15. The committee's mission is to :

- Follow up the application of instructions relating to local taxation and the transfer of additional council tax in particular ;
- Follow up census, issue and collection operations concerning various local taxes ;
- Note down the difficulties of applying various texts relating to local taxes and propose solutions.

The local committee shall, at the end of each quarter, render account of its activities to the interministerial local taxes follow-up committee.

16. The function of chairman and of local committee member are free. However, costs of running local committee are the responsibility of the councils concerned.

17. Administrative authorities and traditional chiefs shall lend their support to census and collection operations with regard to local taxes.

Part IV :

Miscellaneous Provisions.

18. Provision of requisite forms for the functioning of municipal revenues and of FEICOM's accounting office is their respective responsibility.

19. This order, which abrogates all previous contrary provisions, shall be registered, published according to the procedure of urgency, and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaoundé, le 27 décembre 1996.

Le ministre délégué auprès du ministre d'Etat chargé de l'Economie et des finances, chargé du budget,
Roger Melingui.

Le vice-Premier ministre chargé de l'Administration territoriale,
Gilbert Andze Tsoungui.

Décision autorisant l'existence légale du Parti Politique dénommé "Union des populations Africaines"

Par décision n° 650 en date du 27 décembre 1996 :

Article premier.- Est autorisé, pour compter de la date de signature de la présente décision l'existence légale du Parti politique dénommé "Union des Populations Africaines" en abrégé "UPA" dont le siège est à Yaoundé, département du Mfoundi.

Art. 2.- Les responsables actuels de la direction de "l'UPA" tels que désignés par ce parti sont:

MM. Kamgang Hubert (*président général*)
 - Bile Olivier Anicet (*secrétaire général*)
 - Mama Noho (*trésorier*)
 - Kamgang Michel Chateaubriand (*délégué à l'éducation*)
 - Atangana Etotogo Joseph François (*délégué à la communication*)

Art. 3.- La présente décision sera enregistrée, publiée au *Journal officiel* en français et en anglais et communiquée partout où besoin sera.

Yaoundé, le 27 décembre 1996.

Le vice-Premier ministre chargé de l'Administration territoriale,
Gilbert Andze Tsoungui.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Arrêté portant nomination de responsables au ministère de l'Economie et des Finances

Par arrêté n° 428 en date du 20 décembre 1996 :

Article premier.- Sont pour compter de la date de signature du présent arrêté, nommés aux postes ci-après au ministère de l'Economie et des Finances.
 Direction des douanes :

I - Services centraux

Services rattachés au directeur des douanes

Chargés études :

Yaounde, 27 December 1996.

Roger Melingui
Minister Delegate to the Minister of Economy and Finance, in Charge of the Budget.

Gilbert Andze Tsoungui
Vice-Prime Minister in charge of Territorial Administration

Decision to legalize the political party known as "Union des populations Africaines"

By Decision No. 650 of 27 December 1996 :

1. The political party known as "Union des Populations Africaines" (African People's Union), abbreviated as UPA, is, with effect from the date of the signature of this decision, legalized. Its headquarters shall be Yaounde, Mfoundi Division.

2. The current officials designated by the party, are as follows:

Messrs. : Kamgang Hubert (*General Chairman*)
 - Bile Olivier Anicet (*Secretary General*)
 - Mama Noho (*Treasurer*)
 - Kamgang Michel Chateaubriand (*Officer in charge of Education*)
 - Atangana Etotogo Joseph François (*Officer in charge of Communication*)

3. This decision shall be registered, published in the *Official Gazette* in English and French and notified wherever necessary.

Yaounde, 27 December 1996.

Gilbert Andze Tsoungui,
Vice-Prime Minister in charge of Territorial Administration.

MINISTRY OF THE ECONOMY AND FINANCE

Appointment of officials

By Order No. 428 of 20 December 1996 :

1. The undermentioned persons are, with effect from the date of signature of this order, appointed to the following posts at the Ministry of the Economy and Finance, Department of Customs:

I - Central Services

Services attached to the Director of Customs

Research Officers:

- *Chargé d'études n° 1* : M. Mana Désiré, inspecteur des douanes, poste créé ;
- *Chargé d'études n° 2* : M. Touji Emmanuel, inspecteur des douanes, poste créé.

Service d'ordre

Chef de service : Mme Patchong Jeannette, cadre contractuel d'administration, poste créé.

Service d'information des douanes

Chargés d'études assistants :

- 1 - M. Bekombo Ndedi Eloi, inspecteur des douanes, poste créé
- 2 - M. Nintai Augustine, inspecteur des douanes, poste créé
- 3 - Mme Tada'a Justine, cadre contractuel d'administration, poste créé.

Caisse centrale du contentieux douanier :

Chef de caisse : M. Aba'a Jean Guillaume, cadre contractuel d'administration, poste créé.

Inspections des services des douanes

Chef d'inspection : M. Emako François, inspecteur principal des douanes, précédemment inspecteur vérificateur à la brigade nationale des enquêtes et des recherches, poste créé.

Inspecteur des services des douanes :

MM.:

- Njoya Isidore, inspecteur principal des douanes, poste créé ;
- Nkele Palmy William, inspecteur principal des douanes, poste créé ;
- Mohaman Adamou Bello, inspecteur principal des douanes, poste créé ;
- Kemtsugning Nestor, inspecteur principal des douanes, poste créé ;
- Fandja Gabriel, inspecteur principal des douanes, poste créé ;
- Datchoua Hyppolite, inspecteur principal des douanes, poste créé ;
- Ndogo Edjana Olivier, capitaine des douanes, poste créé ;
- Bay Guie Yves, inspecteur des douanes, poste créé ;
- Tchapa Tchouawou, inspecteur des douanes, poste créé ;
- Bakwoa Daniel, inspecteur des douanes, poste créé ;

Inspecteurs assistants des services des douanes :

MM. :

- 1 - Nankam Emmanuel, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 2 - Diyouckey Eugène, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 3 - Melacheo Pierre, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 4 - Kwemi Lazare, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 5 - Asobo Gregory Chefor, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 6 - Bolimo Roger, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 7 - Onambele Alfred, inspecteur des douanes, poste créé ;

Research Officer No. 1 : Mr. Mana Désiré, Customs Inspector, new post.

Research Officer No. 2 : Mr. Touji Emmanuel, Customs Inspector, new post.

Mail and Card Index Service

Head of Service : Mrs. Patchong Jeannette, Contract Officer, new post.

Customs Information Service

Assistant Research Officers:

1. Mr. Bekombo Ndedi Eloi, Customs Inspector, new post;
2. Mr. Nintai Augustine, Customs Inspector, new post;
3. Mrs. Tada'a Justine, Contract Officer, new post.

Central Customs Litigation Fund

Manager: Mr. Aba'a Jean Guillaume, Contract Officer, new post.

Inspectorate of Customs Services

Head of Inspectorate : Mr. Emako François, Senior Customs Inspector, previously Inspector-Auditor at the National Inquiries and Searches Brigade, new post.

Inspectors of Customs Services

Messrs. :

- Njoya Isidore, Senior Customs Inspector, new post.
- Nkele Palmy William, Senior Customs Inspector new post ;
- Mohaman Adamou Bello, Senior Customs Inspector new post ;
- Kemtsugning Nestor, Senior Customs Inspector, new post ;
- Fandja Gabriel, Senior Customs Inspector, new post.
- Datchoua Hyppolite, Senior Customs Inspector, new post ;
- Ndogo Edjana Olivier, Chief Collector of Customs new post.
- Bay Guie Yves, Customs Inspector, new post. ;
- Tchapa Tchouawou, Customs Inspector, new post ;
- Bakwoa Daniel, Customs Inspector, new post.

Assistant Inspectors of Customs Services

Messrs.:

1. Nankam Emmanuel, Customs Inspector, new post
2. Diyouckey Eugène, Customs Inspector, new post ;
3. Melacheo Pierre, Customs Inspector, new post ;
4. Kwemi Lazare, Customs Inspector, new post ;
5. Asobo Grégory Chefor, Customs Inspector, new post;
6. Bolimo Roger, Customs Inspector, new post ;
7. Onambele Alfred, Customs Inspector, new post ;

- 8 - Tenku Lezuitikong Joseph, lieutenant des douanes, poste créé ;
 9 - Ze Mboutou, lieutenant des douanes, poste créé ;
 10 - Pem Alexis, lieutenant des douanes, poste créé.

Division de la révision, des enquêtes et des recherches
Chef de division : M. Botele Ndiomo Félix, inspecteur principal des douanes, précédemment sous-directeur de la législation et des régimes spéciaux, poste créé.

Sous-direction de la révision

Sous-directeur : Mme Kuissu Thérèse, inspecteur des douanes, précédemment inspecteur vérificateur au secteur des douanes du centre, poste créé.

Inspecteurs vérificateurs :

Messieurs :

- 1 - Etomen Dieudonné, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 2 - Ebene Ayissi, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 3 - Monefong Meka Claude, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 4 - Mbinamou Nyamsi, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 5 - Tabe Beyang Ernest, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 6 - Takam Jean Paul, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 7 - Mbiakop Jean, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 8 - Tjomb Joseph, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 9 - Nsangou Mamouda, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 10 - Yith Pascal, inspecteur des douanes, poste créé ;

Brigade des enquêtes et des recherches

Chef de brigade : M. Ntsah Nke Hilaire, inspecteur des douanes, en remplacement de M. Haman Nassourou, muté.

Inspecteurs vérificateurs :

MM. :

- 1 - Mbock Désiré Godfroy, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 2 - Zongo Laurent, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 3 - Nkami Victor, inspecteur des douanes, en poste ;
- 4 - Elobo Christophe, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 5 - Nkendo Augustin, inspecteur des douanes, en poste ;
- 6 - Acho Ntum Jude, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 7 - Longue Gabriel, inspecteur des douanes, en poste ;
- 8 - Tchinda Jonas, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 9 - Bena Samuel, lieutenant des douanes, poste créé ;
- 10 - Eyambe Thomas, cadre contractuel d'administration, poste créé.

Service de liaison, de la documentation et d'appui

Chef de service : M. Nyame François, lieutenant des douanes, poste créé.

8. Tenku Lezuitikong Joseph, Collector of Customs, new post ;
 9. Ze Mboutou, Collector of Customs, new post ;
 10. Pem Alexis, Collector of Customs, new post.

Audit, Inquiries and Searches Division

Head of Division: Mr. Botele Ndiomo Félix, Senior Customs Inspector, previously Sub-Director of Legislation and Special Regimes, new post.

Audit Sub-Department

Sub-Director: Mrs. Kuissu Thérèse, Customs Inspector, previously Inspector-Auditor of the Centre Customs Sector, new post.

Inspector-Auditors

Messrs.:

1. Etomen Dieudonné, Customs Inspector, new post.
2. Ebene Ayissi, Customs Inspector, new post.
3. Monefong Meka Claude, Customs Inspector, new post.
4. Mbinamou Nyamsi, Customs Inspector, new post.
5. Tabe Beyang Ernest, Customs Inspector, new post.
6. Takam Jean Paul, Customs Inspector, new post.
7. Mbiakop Jean, Customs Inspector, new post.
8. Tjomb Joseph, Customs Inspector, new post.
9. Nsangou Mamouda, Customs Inspector, new post.
10. Yith Pascal, Customs Inspector, new post.

Inquiries and Searches Brigade

Brigade Head: Mr. Ntsah Nke Hilaire, Customs Inspector, in replacement of Mr. Haman Nassourou who has been transferred.

Inspector-Auditors:

Messrs.:

1. Mbock Désiré Godfroy, Customs Inspector, new post.
2. Zongo Laurent, Customs Inspector, new post.
3. Nkami Victor, Customs Inspector, new post.
4. Elobo Christophe, Customs Inspector, new post.
5. Nkendo Augustin, Customs Inspector, new post.
6. Acho Ntum Jude, Customs Inspector, new post.
7. Longue Gabriel, Customs Inspector, new post.
8. Tchinda Jonas, Customs Inspector, new post.
9. Bena Samuel, Collector of Customs, new post.
10. Eyambe Thomas, Contract Officer, new post.

Liaison, Documentation and Support Service

Head of Service: Mr. Nyame François, Collector of Customs, new post.

Division de la législation et du contentieux

Chef de division : M. Tawamba Charles, inspecteur des douanes, poste créé.

Sous-direction de la législation

Sous-directeur : M. Siade Antoine, cadre contractuel d'administration, poste créé.

Chargés d'études assistants :

- 1 - M. Eloundou Samuel, contrôleur principal des douanes, poste créé
- 2 - M. Ogogo Oli Emmanuel, contrôleur principal des douanes, poste créé
- 3 - M. Vessah Guillaume, cadre contractuel d'administration, poste créé
- 4 - M. Fomonyuy Ivo, cadre contractuel d'administration, poste créé
- 5 - Mme Tchato Rose, cadre contractuel d'administration poste créé.

Sous-direction du contentieux

Sous-directeur : M. Essama Mengue Denis, inspecteur des douanes, précédemment inspecteur vérificateur à la direction des douanes, poste vacant.

Chargés d'Etudes assistants :

- 1 - M. Tsuanyo David, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 2 - M. Kuate Pierre, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 3 - M. Tchomegne Valentin, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 4 - Mme Moyo, née Tchuindem Joséphine, cadre contractuel d'administration, poste créé
- 5 - Mme Onomo Metala, cadre contractuel d'administration, poste créé.

Division de l'informatique et des statistiques

Chef de division : M. Bouba Hamoa, inspecteur principal des douanes, précédemment directeur - adjoint des douanes, poste créé.

Sous-direction de l'informatique

Sous-directeur : M. Ngadena Fidèle Claude, inspecteur des douanes, en poste ;

Chargés d'études assistants :

- 1 - M. Nini teunda Urbain, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 2 - M. Alima Nga Roger, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 3 - Youmbi Tchamani Charles, analyste, poste créé ;
- 4 - M. Tchouawe Jean, analyste, poste créé ;
- 5 - M. Babola Emmanuel, analyste, poste créé.

Centre informatique des douanes

Chef de centre : M. Afana Ekebengue Jean Marie, analyste, poste créé.

Sous-direction des statistiques et des simulations

Sous-directeur : M. Nguenang Joseph Désiré, ingénieur de la statistique, précédemment chef de service des statistiques du commerce extérieur, poste

Legislation and Litigation Division

Head of Division: Mr. Tawamba Charles, Customs Inspector, new post.

Litigation Sub-Division

Sub-Director: Mr. Siade Antoine, Contract Officer, new post.

Assistant Research Officers:

1. Mr. Eloundou Samuel, Senior Customs Controller, new post.
2. Mr. Ogogo Oli Emmanuel, Senior Customs Controller, new post.
3. Mr. Vessah Guillaume, Contract Officer, new post.
4. Fomonyuy Ivo, Contract Officer, new post.
5. Mrs. Tchato Rose, Contract Officer, new post.

Litigation Sub-Department

Sub-Director: Mr. Essama Mengue Denis, Customs Inspector, previously Inspector-Auditor at the Department of Customs, vacancy.

Assistant Research Officers:

1. Mr. Tsuanyo David, Customs Inspector, new post
2. Mr. Kuate Pierre, Customs Inspector, new post.
3. Mr. Tchomegne Valentin, Customs Inspector, new post.
4. Mrs. Moyo, née Tchuindem Joséphine, Contract Officer, new post.
5. Mrs. Onomo Metala, Contract Officer, new post.

Data-Processing and Statistics Division

Head of Division: Mr. Bouba Hamoa, Senior Customs Inspector, previously Deputy Director of Customs, new post.

Data-Processing Sub-Department

Sub-Director: Mr. Ngadena Fidèle Claude, Customs Inspector, reappointment.

Assistant Research Officers:

1. Mr. Nini Teunda Urbain, Customs Inspector, new post.
2. Mr. Alima Nga Roger, Customs Inspector, new post.
3. Mr. Youmbi Tchamani Charles, Analyst, new post.
4. Mr. Tchouawe Jean, Analyst, new post
5. Mr. Babola Emmanuel, Analyst, new post.

Customs Data-Processing Centre

Head of Centre: Mr. Afana Ekebengue Jean Marie, Analyst, new post.

Statistics and Simulations Sub-Department

Sub-Director: Mr. Nguenang Joseph Désiré, Statistical Engineer, previously Head of the External Trade Statistics Service, new post.

créé.

Chargés d'études assistants :

- 1 - M. Noukimi Michel, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 2 - M. Mendi Ovang Médard, ingénieur des travaux de la statistique, poste créé
- 3 - M. Mimbouri Martin Parfait, ingénieur des travaux de la statistique, poste créé
- 4 - M. Djié Kpwel Célestin, ingénieur des travaux de la statistique, poste créé
- 5 - M. Njonkoue Njonkoue Emmanuel, ingénieur des travaux de la statistique, poste créé.

Sous-Direction des Ressources humaines et des affaires générales

Sous-directeur : M. Essi Mba'ale Marcel, inspecteur des douanes, précédemment en service à la direction des douanes, poste créé.

Service du développement des ressources humaines

Chargés d'études assistants :

- 1 - M. Vouking Simon, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 2 - M. Nko'o Mfoula Clément, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 3 - M. Tchinda Jean, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 4 - Mme Yopa Jacqueline, cadre contractuel d'administration, poste créé.

Service du personnel

Chef de service : M. Mouemba Moutourou, inspecteur des douanes, poste créé.

Service du budget

Chef de service : M. Namvou, cadre contractuel d'administration, poste créé.

Service du matériel

Chef de service : M. Nken Gilbert, contrôleur principal des douanes, poste créé.

II - Services extérieurs

1 - Secteur des douanes de l'Adamaoua

Chef de secteur : M. Haman Nassourou, Inspecteur principal des douanes, précédemment chef de brigade nationale des enquêtes et des recherches à la direction des douanes, en remplacement de M. Tchapa Tchouawou, muté.

Bureau principal des douanes de Ngaoundéré

Chef de bureau principal : M. Haman Nassourou, inspecteur principal des douanes, précédemment chef de brigade nationale des enquêtes et des recherches à la direction des douanes, cumulativement avec ses fonctions de chef de secteur des douanes de l'adamaoua en remplacement de M. Tchapa Tchouawou, muté.

Subdivision active des douanes de Ngaoundéré

Chef de subdivision : M. Ngo Obak, lieutenant des douanes, poste vacant.

Assistant Research Officers:

1. Mr. Noukimi Michel, Customs Inspector, new post.
2. Mr. Mendi Ovang Médard, Assistant Statistical Engineer, new post.
3. Mr. Mimbouri Martin Parfait, Assistant Statistical Engineer, new post
4. Mr. Djime Kpwel Célestin, Assistant Statistical Engineer, new post.
5. Mr. Njonkoue Njonkoue Emmanuel, Assistant Statistical Engineer, new post.

Sub-Department of Human Resources and General Affairs

Sub-Director: Mr. Essi Mba'ale Marcel, Customs Inspector, previously in service at the Department of Customs, new post.

Human Resources Development Service

Assistant Research Officers:

1. Mr. Vouking Simon, Customs Inspector, new post.
2. Mr. Nko'o Mfoula Clément, Customs Inspector, new post.
3. Mr. Tchinda Jean, Customs Inspector, new post.
4. Mrs. Yopa Jacqueline, Contract Officer, new post.

Personnel Service

Head of Service: Mr. Mouemba Moutourou, Customs Inspector, new post.

Budget Service: Mr. Namvou, Contract Officer, new post.

Equipment Service:

Head of Service: Mr. Nken Gilbert, Senior Customs Controller, new post.

II. - External Services

Adamaoua Customs Sector

Head of Sector: Mr. Haman Nassourou, Senior Customs Inspector, previously Head of the National Inquiries and Searches Brigade, in replacement of Mr. Tchapa Tchouawou who has been transferred.

Ngaoundéré Main Customs Office

Head of the Main Office: Mr. Haman Nassourou, Senior Customs Inspector, previously Head of the National Inquiries and Searches Brigade at the Department of Customs, concurrently with his duties as Head of the Adamaoua Customs Sector, in replacement of Mr. Tchapa Tchouawou who has been transferred.

Customs Preventive Subdivision

Subdivision Head: Mr. Ngo Obak, Collector of Customs, vacancy.

2 - Secteur des douanes du centre

Chef de secteur : M. Tsanga Atangana, inspecteur principal des douanes, en poste.

Brigade de contre-visite et de révision

Inspecteurs vérificateurs :

- 1 - M. Libom née Mendo Minette, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 2 - M. Benegueye Aimé, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 3 - M. Mengue Zomo Jean Claude, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 4 - Mme Yoh Blanche, lieutenant des douanes, poste créé ;

Bureau principal des douanes de Yaoundé-Gare

Chef de Bureau principal : Monsieur Tsanga Atangana, inspecteur principal des douanes, cumulativement avec ses fonctions de chef de secteur des douanes du centre en poste.

Bureau principal des douanes de Yaoundé-Nsimalen

Chef de bureau : M. Amatala Ifeli Emmanuel, inspecteur des douanes, en remplacement de M. Bay Gui Yves, muté.

Bureau secondaire de premier classe des colis postaux de Yaoundé

Chef de bureau : M. Nsaghah Isaiah, inspecteur des douanes, en remplacement de M. Noukimi Michel, muté.

Subdivision des douanes de Yaoundé-Gare

Chef de subdivision : M. Essomba Marcel, lieutenant des douanes, en poste.

Subdivision active des douanes de Yaoundé-Nsimalen

Chef de subdivision : M. Mvogo François, lieutenant des douanes, en remplacement de M. Njotsa Augustine, muté.

3 - Secteur des douanes de l'Est

Chef de secteur : M. Tchewe Michel, inspecteur principal des douanes, en poste.

Bureau principal des douanes de Bertoua

Chef de bureau principal : M. Tchewe Michel, inspecteur principal des douanes, cumulativement avec ses fonctions de chef de secteur des douanes de l'Est

Subdivision active des douanes de Bertoua

Chef de subdivision : M. Nzengue Nestor, lieutenant des douanes, précédemment en service dans le secteur des douanes de l'Extrême-Nord poste vacant.

4 - Secteur des douanes de l'Extrême-Nord

Chef de secteur : M. Goni Mal Adj, inspecteur des douanes, précédemment inspecteur vérificateur à la direction des douanes, en remplacement de M. Abakar Mahamat, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

2. Centre Customs Sector

Head of Sector: Mr. Tsanga Atangana, Senior Customs Inspector, reappointment.

Second Inspection and Audit Brigade

Inspector-Auditors:

1. Mrs. Libom, née Mendo Minette, Customs Inspector, new post.
2. Mr. Benegueye Aimé, Customs Inspector, new post.
3. Mr. Mengue Zomo Jean Claude, Customs Inspector, new post.
4. Mrs. Yoh Blanche, Collector of Customs, new post.

Yaounde-Station Main Customs Office

Head of the Main Office: Mr. Tsanga Atangana, Senior Customs Inspector, concurrently with his duties as Head of the Centre Customs Sector, reappointment.

Yaounde-Nsimalen Main Customs Office

Head of Bureau: Mr. Amatala Ifeli Emmanuel, Customs Inspector, in replacement of Mr. Bay Gui Yves who has been transferred.

Class One Secondary Customs Office, Yaounde Parcels Service

Head of Bureau: Mr. Nsaghah Isaiah, Customs Inspector, in replacement of Mr. Noukimi Michel who has been transferred.

Yaounde Station Customs Preventive Subdivision

Subdivision Head: Mr. Essomba Marcel, Collector of Customs.

Yaounde-Nsimalen Customs Preventive Subdivision

Subdivision Head: Mr. Mvogo François, Collector of Customs, in replacement of Mr. Njotsa Augustine who has been transferred.

3. East Customs Sector

Head of Sector: Mr. Tchewe Michel, Senior Customs Inspector, reappointment.

Bertoua Main Customs Office

Head of the Main Office: Mr. Tchewe Michel, Senior Customs Inspector, concurrently with his duties as Head of the East Customs Sector.

Bertoua Main Customs Office

Head of the Main Office: Mr. Nzengue Nestor, Collector of Customs, previously in service in the Far North Customs Sector, vacancy.

4. Far-North Customs Sector

Head of Sector: Mr. Goni Mal Adj, Customs Inspector, previously Inspector-Auditor at the Customs Department, in replacement of Mr. Abakar Mahamat, who has been placed on retirement.

*Brigade de contre-visite et de révision**Inspecteurs vérificateur :*

- 1 - M. Yannick Zourmba, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 2 - M. Toupkandi Augustin, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 3 - M. Tcheugoue Didier, inspecteur des douanes, poste créé ;
- 4 - M. Ngadeu Molapie Hugues, inspecteur des douanes, poste créé ;

Bureau principal des douanes de Maroua

Chef de bureau principal : M. Goni Mal Adj, inspecteur des douanes, cumulativement avec ses fonctions de chef de secteur des douanes de l'Extrême-Nord, en remplacement de M. Abakar Mahamat, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Bureau principal des douanes de Kousseri

Chef de bureau : M. Tanjoh Jerry Naah, inspecteur des douanes, en remplacement de M. Ngadeu Molapie Hugues, muté.

Bureau principal des douanes de Limani

Chef de bureau : M. Adoum, inspecteur des douanes, en remplacement de M. Tanjoh Jerry Naah, muté.

Subdivision active des douanes de Maroua

Chef de subdivision : M. Obame Charles, capitaine des douanes, poste vacant.

Subdivision active des douanes de Kousseri

Chef de subdivision : M. Ze Bita Charles, lieutenant des douanes, en remplacement de M. Assembe Atangana, muté.

5 - Secteur des douanes du Littoral

Chef de secteur : M. Essaka Moudourou, inspecteur principal des douanes, précédemment chef de secteur des douanes du Sud-Ouest, poste vacant.

*Brigade de contre-visite et de révision**Inspecteurs de contre-visite :*

- 1 - M. Tchounke Benjamin, inspecteur des douanes, poste créé,
- 2 - M. Yake Isidore, inspecteur des douanes, poste créé,
- 3 - M. Tayou Benoît, inspecteur des douanes, poste créé,
- 4 - M. Goufack Bernard, inspecteur des douanes, poste créé,
- 5 - M. Sighomnwe Joseph, inspecteur des douanes, poste créé,
- 6 - M. Nken Nkome, inspecteur des douanes, poste créé,
- 7 - M. Nganimaze Jacob, inspecteur des douanes, poste créé,
- 8 - M. Nguemou Boniface, inspecteur des douanes, poste créé,
- 9 - M. Eyebe Jules, inspecteur des douanes, poste créé,
- 10 - M. Ndjock Hermenegilde, inspecteur des douanes, poste créé,

*Second Inspection and Audit Brigade**Inspector Auditors:*

1. Mr. Yannick Zourmba, Customs Inspector, new post.
2. Mr. Toupkandi Augustin, Customs Inspector, new post.
3. Mr. Tcheugoue Didier, Customs Inspector, new post.
4. Mr. Ngadeu Molapie Hugues, Customs Inspector, new post.

Maroua Main Customs Office

Head of the Main Office: Mr. Goni Mal Adj, Customs Inspector, concurrently with his duties as Head of the Far-North Customs Sector, in replacement of Mr. Abakar Mahamat, who has been placed on retirement.

Kousseri Main Customs Office

Head of the Main Office: Mr. Tanjoh Jerry Naah, Customs Inspector, in replacement of Mr. Ngadeu Molapie Hugues, who has been transferred.

Limani Main Customs Office

Head of the Main Office: Mr. Adoum, Customs Inspector in replacement of Mr. Tandoh Jerry Naah, who has been transferred.

Maroua Customs Preventive Subdivision

Head of Subdivision: Mr. Obame Charles, Chief Collector of Customs, vacancy.

Kousseri Customs Preventive Subdivision

Head of Subdivision: Mr. Ze Bita Charles, Collector of Customs, in replacement of Mr. Assembe Atangana, who has been transferred.

5. Littoral Customs Sector

Head of Sector: Mr. Essaka Moudourou, Senior Customs Inspector, previously Head of the South-West Customs Sector, vacancy.

*Second Inspection and Audit Brigade**Inspectors:*

1. Mr. Tchounke Benjamin, Customs Inspector, new post.
2. Mr. Yake Isidore, Customs Inspector, new post.
3. Mr. Tayou Benoit, Customs Inspector, new post.
4. Mr. Goufack Bernard, Customs Inspector, new post.
5. Mr. Sighomnwe Joseph, Customs Inspector, new post.
6. Mr. Nken Nkome, Customs Inspector, new post.
7. Mr. Nganimaze Jacob, Customs Inspector, new post.
8. Mr. Nguemou Boniface, Customs Inspector, new post.
9. Mr. Eyebe Jules, Customs Inspector, new post.
10. Mr. Ndjock Hermenegilde, Customs Inspector, new post.

Officiers de contre-visite :

- 1 - M. Atem Ajoh Samuel, lieutenant des douanes, poste créé
- 2 - M. Nguefouet Innocent, adjudant principal des douanes, poste créé
- 3 - M. Ndongo Mballa François adjudant principal des douanes, poste créé
- 4 - M. Kuingoua Martin, adjudant principal des douanes, poste créé

Service de la coordination

Chef de service : Monsieur Kuete Jacques, Inspecteur des douanes, en remplacement de M. Nganimaze Jacob, muté.

Service de liaison informatique

Chef de service : Mme Ngosso, née Eboa K. Berthe, cadre contractuel d'administration précédemment adjoint au chef de service de liaison informatique, en remplacement de M. Alima Nga Roger, muté.

Bureau principal des douanes de Douala port I

Chef de bureau principal : M. Besong Tameng Eddy, inspecteur des douanes, précédemment en service à la direction des douanes, en remplacement de M. Onambele Alfred, muté.

Service de traitement des manifestes et des licences

Chef de service : Mlle Misse Monique, cadre contractuel d'administration, poste créé.

Service de vérification et de la liquidation

Chef de service : M. Bougna Joseph, inspecteur des douanes, précédemment inspecteur vérificateur à la brigade des enquêtes et des recherches à la direction des douanes, en remplacement de M. Andjouga Thomas, muté.

Service de la recette, du dépôt et du contentieux

Chef de Service : M. Aloumou Georges, inspecteur des douanes, précédemment en service à la direction des douanes, en remplacement de M. Nko'o Mfoula Clément, muté.

Bureau principal des douanes de Douala port II

Chef de bureau principal : M. Essi Essi Austin, inspecteur des douanes, précédemment inspecteur vérificateur à la brigade nationale des enquêtes et des recherches à la direction des douanes, en remplacement de M. Njock Samuel, muté.

Service de la gestion des entrepôts

Chef de service : M. Belinga Georges, inspecteur des douanes, en remplacement de Mme Onomo Metala, mutée.

Service de la gestion des importations et des exportations temporaires

Chef de service : M. Andomo Elanga, inspecteur des douanes, poste créé,

Service de la gestion du transit

Chef de service : M. Fongod Edwin Nuvaga, inspecteur des douanes, poste créé,

Collectors:

1. Mr. Atem Ajoh Samuel, Collector of Customs, new post.
2. Mr. Nguefouet Innocent, Senior Assistant Collector, new post.
3. Mr. Ndongo Mballa François, Senior Assistant Collector, new post.
4. Mr. Kuingoua Martin, Senior Assistant Collector, new post.

Coordination Service

Head of Service: Mr. Kuete Jacques, Customs Inspector, in replacement of Mr. Nganimaze Jacob, who has been transferred.

Data-Processing Liaison Service

Head of Service: Mme Ngosso, née Eboa K. Berthe, Contract Officer, previously Deputy Head of the Data-Processing Liaison Service, in replacement of Mr. Alima Nga Roger, who has been transferred.

Douala Port 1 Main Customs Office

Head of the Main Office: Mr. Besong Tameng Eddy, Customs Inspector, previously in service at the Department of Customs, in replacement of Mr. Onambele Alfred, who has been transferred.

Manifests and Licences Processing Service

Head of Service: Miss Misse Monique, Contract Officer, new post.

Verification and Assessment Service

Head of Service: Mr. Bougna Joseph, Customs Inspector, previously Inspector-Auditor at the Inquiries and Searches Brigade in the Department of Customs, in replacement of Mr. Andjouga Thomas, who has been transferred.

Revenue, Deposits and Litigations Service

Head of Service: Mr. Aloumou Georges, Customs Inspector, previously in service at the Department of Customs, in replacement of Mr. Nko'o Mfoula Clément, who has been transferred.

Douala Port II Main Customs Office

Head of the Main Office: Mr. Essi Essi Austin, Customs Inspector, previously Inspector-Auditor at the National Brigade for Inquiries and Searches at the Department of Customs, in replacement of Mr. Njock Samuel, who has been transferred.

Warehouse Management Service

Head of Service: Mr. Belinga Georges, Customs Inspector, in replacement of Mr. Onomo Metala, who has been transferred.

Temporary Import and Exports Management Service

Head of Service: Mr. Andomo Elanga, Customs Inspector, new post.

Transit Management Service

Head of Service: Mr. Fongod Edwin Nuvaga, Customs Inspector, new post.